

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2021

Séance du conseil communautaire du 4 février 2021



MAYENNE
communauté

Qu'est-ce qu'un Rapport d'Orientations Budgétaires ?

PARTIE I – CONTEXTE NATIONAL ET REFORMES FISCALES

I – Contexte national économique

II – Mesures de soutien aux entreprises impactant les collectivités

III – Réforme de la Taxe d'Habitation

PARTIE II – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE MAYENNE COMMUNAUTE

I LES ORIENTATIONS 2021-2026 POUR LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

A – La fiscalité

1. Evolution des bases d'imposition de 2021 à 2026
2. Maintien des 4 taux
3. Estimation du produit fiscal de 2021 à 2026

B – Dotations et participations

1. Dotation d'intercommunalité
2. Dotation de compensation
3. DC RTP
4. Allocations compensatrices versées par l'Etat
5. Subventions de fonctionnement

C – Les Produits d'exploitation et remboursements

1. Remboursements par la Ville de Mayenne pour le personnel
2. Remboursements par les budgets annexes des charges de personnel
3. Remboursements par les Communes membres de Mayenne Communauté
4. Produits d'exploitation

D – Produits domaniaux et remboursements

1. Remboursements par des Communes
2. Loyers
3. Excédents de fonctionnement des budgets annexes de zones d'activités

E – Synthèse des recettes réelles de fonctionnement

II LES ORIENTATIONS 2021-2026 POUR LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

A – Charges à caractère général

B – Charges de personnel

1. Effectifs au 1/1/2021
2. Evolution des dépenses de personnel
3. Chantiers importants

C – Atténuations de produits

1. Attribution de compensation
2. Dotation de Solidarité Communautaire
3. Contribution au FPIC
4. Reversements de fiscalité
5. Dégrèvement de fiscalité

D – Charges de gestion courante

1. Subventions aux associations et fonds de soutien
2. Contingent SDIS
3. Apurement des déficits de fonctionnement des budgets annexes de zones d'activités
4. Autres charges de gestion courante
5. Charges exceptionnelles

E – Synthèse des dépenses réelles de fonctionnement

PARTIE III– LES ENSEIGNEMENTS DE LA PROSPECTIVE 2021- 2026 DE MAYENNE COMMUNAUTE

A – Evolution des épargnes

B – Endettement de Mayenne Communauté

C – Profil d'extinction de la dette

D – Evolution de la capacité à investir et orientations 2021-2026 de l'investissement

Conclusion du Vice-Président

Envoyé en préfecture le 05/02/2021

Reçu en préfecture le 05/02/2021

Affiché le 05/02/2021



ID : 053-200055887-20210204-CC040221DELIB01-DE

PARTIE IV – LES BUDGETS ANNEXES DE MAYENNE COMMUNAUTE

A – Le budget annexe des déchets ménagers

B – Le budget annexe prestations de services

C – Le budget annexe LEADER

D - Le budget annexe SPANC

E - Les budgets annexes de zones d'activités

Qu'est-ce qu'un Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) ?

L'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que dans les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics, **un débat a lieu au Conseil communautaire sur les orientations générales du budget, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci** et dans les conditions fixées par le règlement intérieur comme prévu à l'article L 2121-8 du CGCT.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a créé, par son article 107, de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financières des collectivités territoriales.

Ces nouvelles dispositions imposent de présenter à l'organe délibérant un rapport sur les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette.

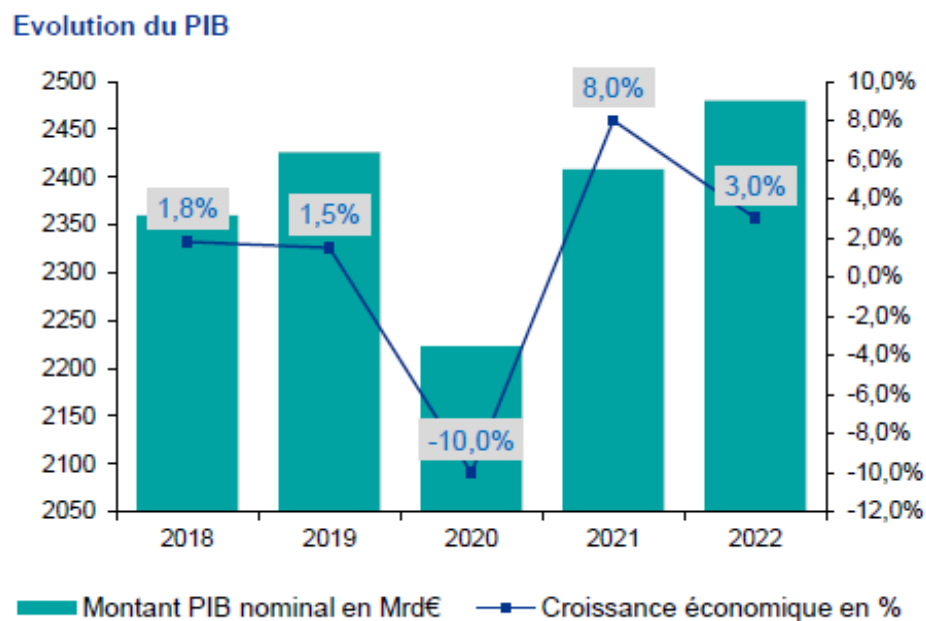
Pour les établissements publics de + de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de 3 500 habitants, ce rapport doit également présenter la structure des effectifs et des éléments sur la rémunération.

La loi de programmation des finances publiques du 23 janvier 2018 contient également de nouvelles règles relatives au débat d'orientation budgétaire.

Chaque collectivité présente ses objectifs concernant l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et l'évolution du besoin de financement annuel.

I Contexte national économique

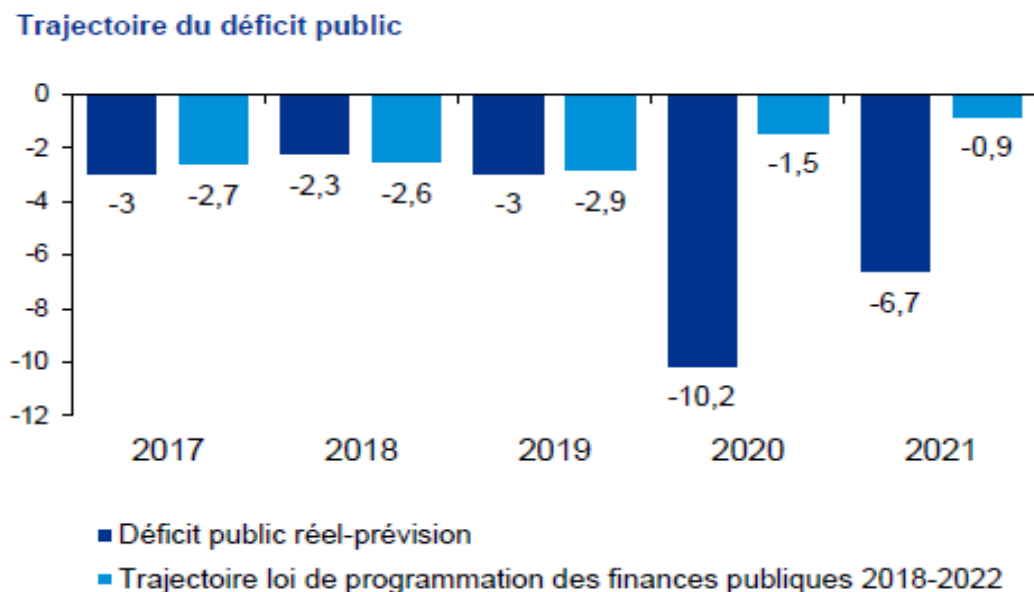
Evolution du Produit Intérieur Brut (PIB)



Chute de 10% du PIB de la France en 2020 suite à la crise sanitaire et particulièrement au 1^{er} confinement.

Prévision d'un rebond du PIB de 8% en 2021 grâce au plan de relance de 100 milliards d'euros.

Evolution du déficit public



Effondrement de plus de 10% en 2020 du déficit public de la France et une prévision de 6.7% en 2021 s'expliquant par :

- la hausse de 100 milliards des dépenses publiques
- la baisse des recettes du même montant à cause des exonérations de charges et d'impôts décidées pendant la crise

Evolution de la dette publique

Envoyé en préfecture le 05/02/2021

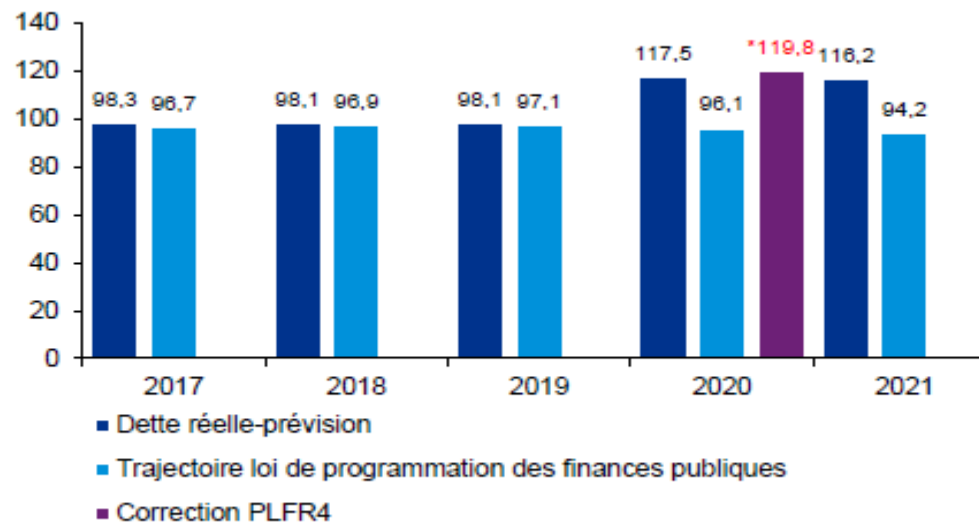
Reçu en préfecture le 05/02/2021

Affiché le 05/02/2021

SLO

ID : 053-200055887-20210204-CC040221DELIB01-DE

Trajectoire de la dette publique

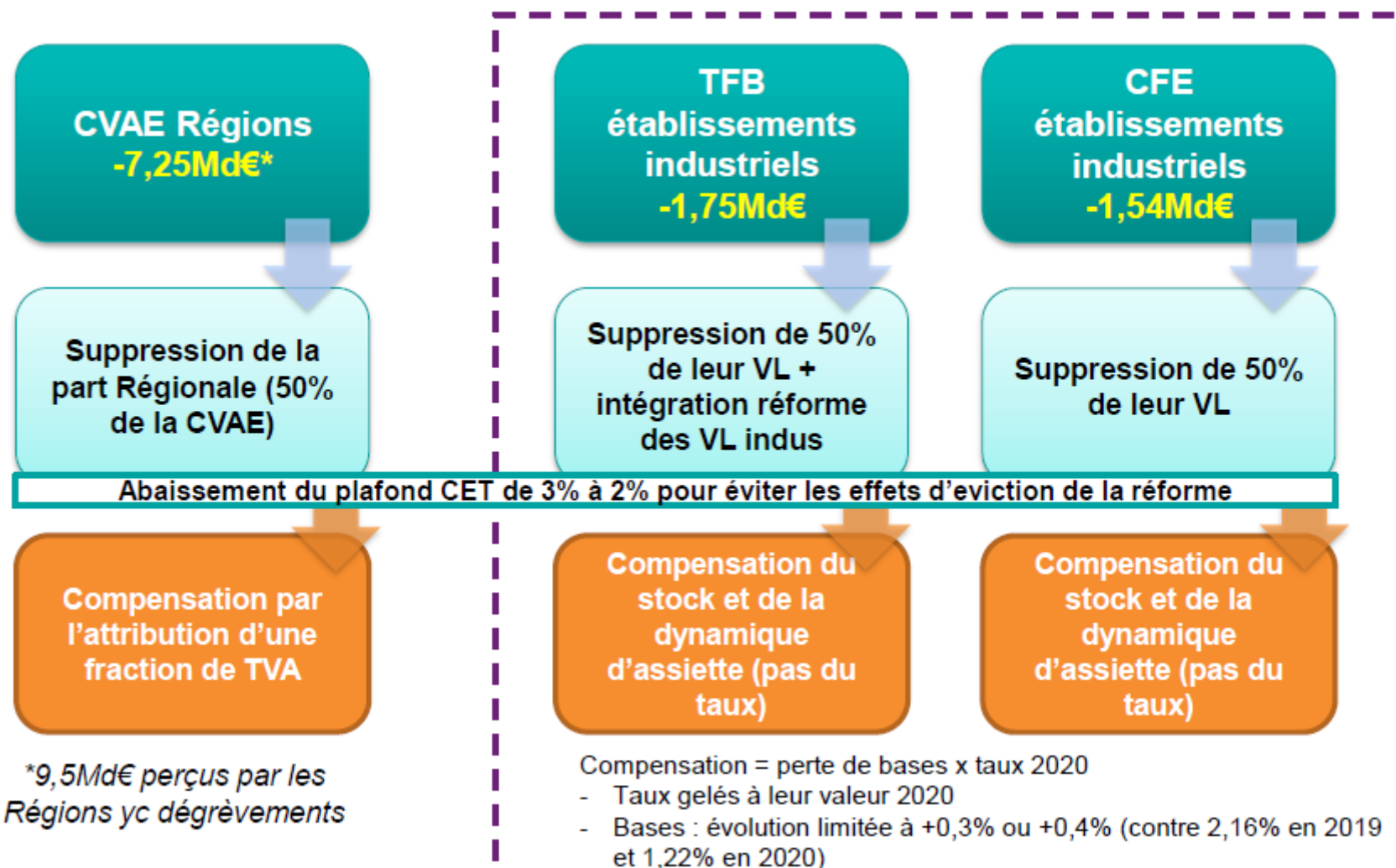


Source : Prévvision du PLF 2021

Progression de 15 points de la dette de la France en 2020 à cause du financement des déficits (120% du PIB)

II Mesures de soutien aux entreprises impactant les collectivités

Baisse des impôts de production des établissements industriels



Baisse des impôts de production des établissements industriels

La réduction de 50% des valeurs locatives des établissements industriels pour la taxe foncière sur le bâti (TFB) et sur la Cotisation foncière des Entreprises (CFE) va impacter, à partir de 2021, les Communautés de Communes ainsi que les Communes :

Elles seront compensées suivant la perte de bases nettes de CFE et/ou de TFB auquel s'appliquera le taux de 2020 figé.

Cette mesure va réduire les marges de manœuvre des collectivités :

- Perte du pouvoir de taux de CFE et/ou TFB pour la moitié des bases d'imposition des établissements industriels.
Impact variable pour les territoires suivant le poids des bases de ces établissements dans le total des bases de ces 2 impôts.
- Perte d'une partie de la dynamique sur 50% des bases d'imposition de CFE et/ou de TFB des établissements industriels.

III Réforme de la Taxe Habitation

Pour les contribuables

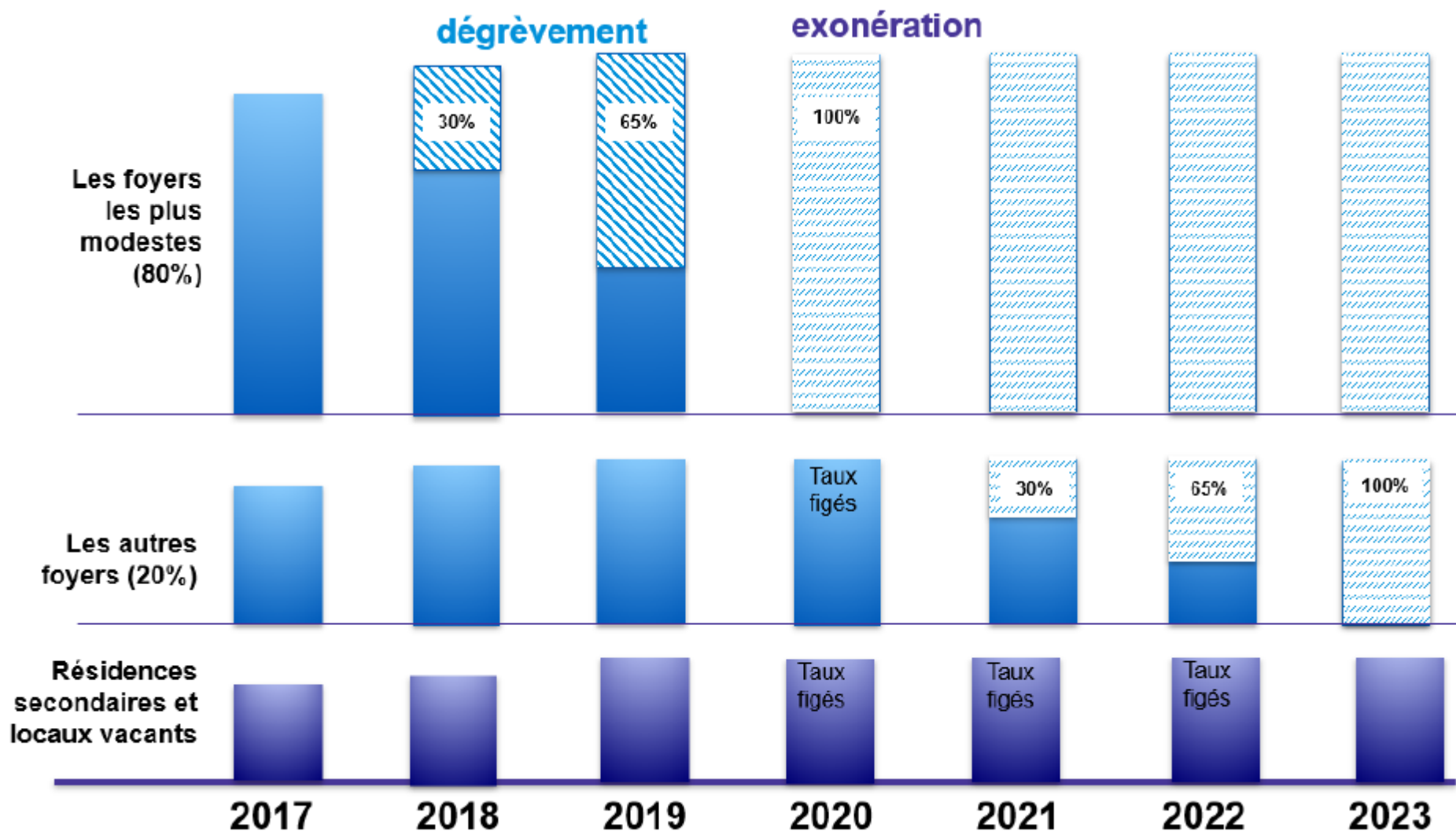
Envoyé en préfecture le 05/02/2021

Reçu en préfecture le 05/02/2021

Affiché le 05/02/2021

SLO

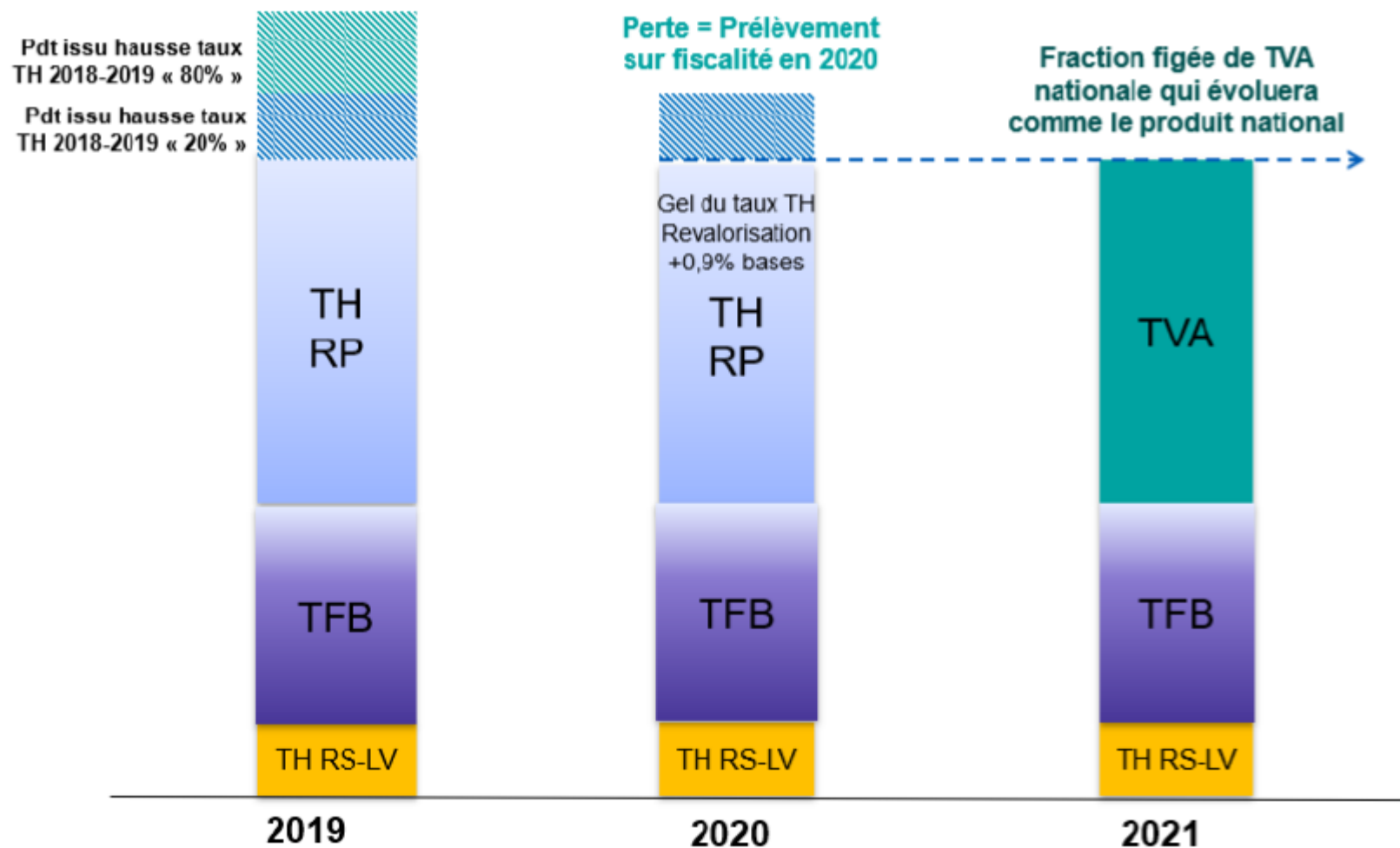
ID : 053-200055887-20210204-CC040221DELIB01-DE



Objectif de cette réforme : améliorer le pouvoir d'achat des contribuables

Réforme de la Taxe Habitation

Pour les Communautés de Communes



Réforme de la Taxe Habitation

Pour les Communautés de Communes

Calcul de la compensation sous forme de fraction de TVA, à percevoir à partir de 2021, qui va se substituer à la TH des résidences principales



PARTIE II – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE MAYENNE COMMUNAUTE

I Orientations 2021-2026 pour les recettes de fonctionnement

A) Fiscalité (chapitre 73)

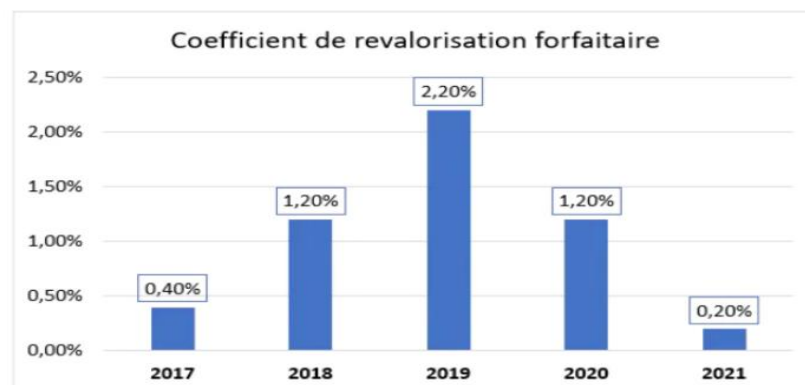
Fiscalité de Mayenne Communauté fortement impactée par :

- La suppression de la Taxe d'Habitation sur les résidences principales à partir de 2021
- La réforme des impôts de production : suppression de 50% de la valeur locative des établissements industriels à partir de 2021 (répercussions sur la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et sur la Taxe Foncière sur le bâti (TFB))
- La crise sanitaire et économique commencée en mars 2020 (impact sur les produits de fiscalité de 2021 et 2022)

A1) Evolution des bases d'imposition de 2021 à 2026

Depuis la loi de finances pour 2018, le coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives des locaux d'habitation relève d'un calcul de coefficient basé sur l'indice des prix à la consommation harmonisé entre le mois de novembre N-1 et le mois de novembre N-2. En raison de la crise sanitaire, cet indice s'élève seulement à 0.2% en novembre 2020.

Par conséquent, le coefficient de revalorisation forfaitaire sera limité à 1.002 et les bases d'imposition évolueront donc de **0.2% en 2021** pour la taxe foncière et la taxe d'habitation des résidences secondaires.



La prospective prévoit **l'évolution suivante des bases d'imposition de 2021 à 2026** intégrant d'une part, la revalorisation forfaitaire de 0.20% pour les locaux d'habitation et d'autre part, une évolution physique due aux nouvelles constructions, additions de construction ou encore démolitions.

	2021			2022	2023 à 2026
	Revalorisation forfaitaire	Evolution physique	Evolution totale	Evolution	Evolution
Taxe Habitation Résidences secondaires	0,20%	0,30%	0,50%	0,60%	1,00%/ an

Comme on l'a vu précédemment, la taxe d'habitation sur les résidences principales n'existera plus à partir de 2021, elle sera remplacée par une **fraction de TVA**.

L'évolution annuelle de cet impôt de substitution pour Mayenne Communauté dépendra de l'évolution de la TVA au niveau national de l'année N-1.

	2022 à 2026
	Evolution
TVA (remplace TH résidences principales)	1,5%/an

Concernant **la taxe foncière sur le bâti**, il existe 3 catégories de locaux :

- les locaux d'habitation représentant environ 65% du total des bases de foncier bâti de Mayenne Communauté bénéficieront chaque année de la revalorisation forfaitaire (0.20% en 2021) et de l'évolution physique
- les locaux à usage professionnel et commercial dont les bases d'imposition de foncier bâti sont, depuis 2019, revalorisées selon une mise à jour annuelle des tarifs en fonction de la catégorie et du secteur auxquels appartiennent ces locaux. Cette revalorisation fait suite à la réforme des valeurs locatives des locaux professionnels. Cette catégorie de locaux représente environ 15% des bases totales de taxe foncière de Mayenne Communauté.
- Les locaux dénommés « établissements industriels » représentant environ 20% des bases de foncier bâti de Mayenne Communauté, ne sont pas concernés par la réforme des locaux professionnels. La valeur locative de ces établissements est déterminée selon la méthode comptable appliquée aux immobilisations figurant à l'actif du bilan.

Comme on l'a vu précédemment, ces établissements industriels bénéficient à partir de 2021 d'une réduction de 50% de leur valeur locative et Mayenne Communauté va perdre notamment une partie de la dynamique habituelle des bases puisque les valeurs locatives de ces établissements industriels vont évoluer désormais de la même manière que les locaux professionnels afin d'en ralentir l'évolution.

		2021	2022	2023 à 2026
Taxe Foncière bâti		Evolution		
	Locaux d'habitation			
	Locaux à usage professionnel et commercial			
	Etablissements industriels			
	Ensemble des locaux	1,50%	1,60%	2,00%

	2021	2022	2023 à 2026
Taxe foncière non bâti	0,50%	0,60%	1%/an

La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) est assise sur la valeur locative des biens immobiliers passibles d'une taxe foncière. Sont donc concernés les locaux à usage professionnel et commercial ainsi que les établissements industriels qui disposent, quant à eux, d'une réduction de base d'imposition de 30%.

En outre, ces établissements industriels bénéficient à partir de 2021 d'une réduction de 50% de leur valeur locative et Mayenne Communauté va perdre notamment une partie de la dynamique habituelle des bases puisque les valeurs locatives de ces établissements industriels vont évoluer désormais de la même manière que les locaux professionnels afin d'en ralentir l'évolution.

	2021	2022	2023 à 2026
Cotisation Foncière des Entreprises		1,10%	1,5%/an

A2) Maintien des 4 taux de TH, TFB, TFNB et CFE de 2021 à 2026

- Taxe Habitation (*désormais seulement pour les résidences secondaires*): **12.11%**
- Taxe Foncière bâti : **0.63%** (*s'appliquant désormais sur seulement 50% des bases des établissements industriels qui représentent 20% du total des bases de TFB*)
- Taxe Foncière non bâti : **4.30%**
- Cotisation Foncière des Entreprises : **25.25%** (*s'appliquant désormais sur seulement 50% des bases des établissements industriels qui représentent 66% du total des bases de CFE*)

A3) Estimation produit fiscal de 2021 à 2026

ESTIMATION PRODUIT FISCAL DES "3 TAXES"											
	Produits 2016 définitifs	Produits 2017 définitifs	Produits 2018 définitifs	Produits 2019 définitifs	Produits 2020 définitifs	Produits 2021 estimés	Produits 2022 estimés	Produits 2023 estimés	Produits 2024 estimés	Produits 2025 estimés	Produits 2026 estimés
TH (sur résidences secondaires à partir de 2021)	4 242 200	4 545 743	4 619 123	4 744 152	4 855 444	305 193	307 024	310 094	313 195	316 327	319 491
TVA (à partir de 2021, remplace TH sur résidences principales)						4 917 000	4 990 755	5 065 616	5 141 601	5 218 725	5 297 005
TFB	204 576	220 294	224 896	231 980	238 118	217 265	220 741	225 156	229 659	234 252	238 937
TFNB	155 189	166 000	167 879	171 366	173 418	174 200	175 245	176 997	178 767	180 555	182 361
Sous total	4 601 965	4 932 037	5 011 899	5 147 498	5 266 980	5 613 657	5 693 765	5 777 864	5 863 222	5 949 859	6 037 794
Taxe additionnelle TFNB	24 760	25 753	26 943	26 860	27 549	27 549	27 549	27 549	27 549	27 549	27 549
TOTAL	4 626 725	4 957 790	5 038 842	5 174 358	5 294 529	5 641 206	5 721 314	5 805 413	5 890 771	5 977 408	6 065 343
Evolution globale		7,16%	1,63%	2,69%	2,32%	6,55%	1,42%	1,47%	1,47%	1,47%	1,47%

Ce tableau relatif à l'évolution du produit des « 3 taxes » met bien en évidence :

- l'impact de la suppression de la Taxe d'Habitation pour les résidences principales remplacée par une fraction de TVA à partir de 2021

Cette quote-part de TVA sera calculée selon le rapport suivant :

$$\frac{\begin{aligned} &(\text{Produit TH de référence (bases TH 2020 de l'EPCI X taux TH 2017)} \\ &+ \\ &\text{Compensations d'exonérations TH 2020} \\ &+ \\ &\text{Moyenne des rôles supplémentaires TH de 2018 à 2020}) \\ &/ \\ &\text{Produit net de TVA nationale de 2020} \end{aligned}}$$

A partir de 2021, cette quote-part sera appliquée au produit national net de TVA de l'exercice précédent pour déterminer le produit de TVA alloué à chaque EPCI.

Il existe une garantie de ressources de façon que la compensation versée à chaque EPCI ne pourra être inférieure au produit de référence calculé en valeur 2020.

- **l'impact de la réforme des impôts de production** dont bénéficient les établissements industriels à partir de 2021 (dans ce tableau : impact sur la taxe foncière sur le bâti)

ESTIMATION PRODUIT COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES											
CFE	Produits 2016 définitifs	Produits 2017 définitifs	Produits 2018 définitifs	Produits 2019 définitifs	Produits 2020 définitifs	Produits 2021 estimés	Produits 2022 estimés	Produits 2023 estimés	Produits 2024 estimés	Produits 2025 estimés	Produits 2026 estimés
	3 736 810	3 857 682	4 017 206	4 183 163	4 386 851	2 943 287	2 953 825	2 998 132	3 043 104	3 088 751	3 135 082
Evolution		3,23%	4,14%	4,13%	4,87%	-32,91%	0,36%	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%

Ce tableau relatif à l'évolution du produit de la Cotisation Foncière des Entreprises met bien en évidence :

- **l'impact de la réforme des impôts de production** dont bénéficient les établissements industriels à partir de 2021 (réduction de 50% de leur valeur locative) donc diminution de 50% du produit de CFE perçu par Mayenne Communauté sur ces établissements sachant que ceux-ci représentent un poids très significatif dans le total des bases de CFE :

Répartition bases CFE 2020 de MC		
Bases CFE établissements industriels	11 472 832	65,96%
Bases CFE autres assujettis	5 920 168	34,04%
Bases CFE de MC	17 393 000	100,00%

- **les effets de la crise sanitaire**

On anticipe une perte de 50 000 € de produit de CFE en 2022 en raison de la perte de chiffres d'affaires en 2020 de certains assujettis à la cotisation minimum de CFE.

Pour information, en 2020, 1 213 assujettis à la CFE soit 63% étaient assujettis à la cotisation minimum de CFE.

En effet, il est probable que des assujettis changent de tranche de chiffres d'affaires au titre de 2020 et seront donc en N+2 donc en 2022, ce qui provoquera une diminution de produit de CFE pour Mayenne Communauté cette année là.

Tranches de chiffres d'affaires en HT	Bases minimum fixées au plafond applicables en 2022 (valeur 2017)	Intégration progressive des montants de base minimum
Inférieur à 10 000	510	Pas nécessaire (bases déjà au plafond en 2016 pour ex CCPM & CCHL)
Entre 10 001 & 32 600	1 019	Convergence de 6 ans
Entre 32 601 & 100 000	2 140	Convergence de 6 ans
Entre 100 001 & 250 000	3 567	Convergence de 6 ans
Entre 250 001 & 500 000	5 095	Convergence de 6 ans
Supérieur à 500 001	6 625	Convergence de 6 ans

ESTIMATION COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES											
CVAE	Produit 2016 définitif	Produit 2017 définitif	Produit 2018 définitif	Produit 2019 définitif	Produit 2020 définitif	Produit 2021 estimé	Produit 2022 estimé	Produit 2023 estimé	Produit 2024 estimé	Produit 2025 estimé	Produit 2026 estimé
	1 839 848	1 953 784	2 277 975	2 299 684	2 471 293	2 100 599	2 100 599	2 470 000	2 519 400	2 569 788	2 621 184
Evolution		6,19%	16,59%	0,95%	7,46%	-15,00%	0,00%	17,59%	2,00%	2,00%	2,00%

Qui est redevable de la CVAE ? : une entreprise qui réalise plus de 500 000 € HT de chiffre d'affaires et qui exerce une activité imposable à la cotisation foncière des entreprises (CFE).

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) sera l'impôt le plus impacté par la crise sanitaire et économique avec notamment le premier confinement de 2020 qui a engendré une baisse d'activité de certains secteurs d'activité.

Les répercussions financières de la crise sur la valeur ajoutée 2020 se mesureront sur les produits de CVAE reversés aux collectivités en 2021 et 2022.

Pour Mayenne Communauté, nous avons anticipé une perte de 15% du produit de CVAE en 2021 et 2022 par rapport au produit perçu en 2020 soit une perte d'environ 370 000 € chaque année.

En 2023, la prospective prévoit de retrouver un niveau de CVAE antérieur à la crise sanitaire puis une évolution de 2% par an.

ESTIMATION TAXE SUR LES SURFACES COMMERCIALES											
TASCOM	Produit 2016 définitif	Produit 2017 définitif	Produit 2018 définitif	Produit 2019 définitif	Produit 2020 définitif	Produit 2021 estimé	Produit 2022 estimé	Produit 2023 estimé	Produit 2024 estimé	Produit 2025 estimé	Produit 2026 estimé
	559 872	782 407	585 572	585 808	602 583	586 000	596 000	596 000	596 000	596 000	596 000
Evolution		39,75%	-25,16%	0,04%	2,86%	-2,75%	1,71%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

Qui est redevable de la TASCOM ? : un commerce qui exploite une surface de vente au détail de plus de 400 m² et qui réalise un chiffre d'affaires à partir de 460 000 € HT.

En 2017, on a assisté à un pic de recettes s'expliquant par une mesure de la loi de finances pour 2017.

En effet, depuis 2017, les exploitants de surfaces commerciales supérieures à 2 500 m² doivent s'acquitter d'un acompte de 50% au titre de l'année suivante.

Pour Mayenne Communauté, les 4 entreprises concernées ont donc réglé en 2017 l'intégralité de la TASCOM 2017 et aussi un acompte de 50% au titre de la TASCOM 2018.

En 2018, le produit TASCOM a retrouvé un niveau proche de celui de 2016 vu que les 4 entreprises ont réglé en et un acompte de 50% pour 2019.

En 2021, on peut craindre une diminution du produit de TASCOM avec 3 contribuables qui pourraient sortir du champ d'assujettissement de la TASCOM en raison de la baisse de leur chiffre d'affaires en 2020 consécutive à une fermeture administrative pendant les confinements.

En outre, un établissement concerné par la TASCOM a définitivement fermé au cours de l'année 2020.

ESTIMATION INDEMNITE FORFAITAIRE SUR LES ENTREPRISES DE RESEAUX												
		Produit 2016 définitif	Produit 2017 définitif	Produit 2018 définitif	Produit 2019 définitif	Produit 2020 définitif	Produit 2021 estimé	Produit 2022 estimé	Produit 2023 estimé	Produit 2024 estimé	Produit 2025 estimé	Produit 2026 estimé
IFER	Eoliennes	125 367	126 392	206 025	275 288	278 190	280 972	283 782	286 619	289 486	292 380	295 304
	Transformateurs électriques	106 090	106 937	108 007	124 036	125 275	126 528	127 793	129 071	130 362	131 665	132 982
	Stations radioélectriques	50 887	45 273	49 147	51 297	58 655	59 242	59 834	60 432	61 037	61 647	62 263
	Production électricité hydraulique	4 681	4 719	4 766	4 827	4 876	4 925	4 974	5 024	5 074	5 125	5 176
	Canalisations de gaz	3 691	3 719	3 754	3 804	3 836	3 874	3 913	3 952	3 992	4 032	4 072
	Electricité photovoltaïque	492	496	897	1 393	1 409	1 423	1 437	1 452	1 466	1 481	1 496
	TOTAL	291 208	287 536	372 596	460 645	472 241	476 963	481 733	486 550	491 416	496 330	501 293
	Evolution		-1,26%	29,58%	23,63%	2,52%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%

En 2018, Mayenne Communauté a bénéficié d'un produit global d'IFER majoré de 85 060 € par rapport à 2017 s'expliquant en grande partie par la première imposition des 5 éoliennes de Saint Julien du Terroux et les 3 éoliennes du Mont du Saule à Hardanges.

En 2019, outre la revalorisation de 1.30% de tous les types d'IFER, Mayenne Communauté a bénéficié, d'une IFER nouvelle au titre des 5 éoliennes du parc de l'Oasis à Hardanges. Pour la même année, on constate également une évolution intéressante pour les IFER des transformateurs électriques.

Pour les **exercices 2021 à 2026**, une évolution de **1%** est envisagée au titre de la revalorisation annuelle fixée en loi de finances.

Autres recettes fiscales :

- **FNGIR (Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources)**

Ce fonds fait partie du panier fiscal suite à la suppression de la Taxe Professionnelle en 2010, il est en principe figé à **1 517 254 €** donc prévu à ce niveau de 2021 à 2026.

- **Taxe de séjour**

Elle a été instituée à compter du 1^{er} janvier 2017

ESTIMATION TAXE DE SEJOUR									
Produit 2017	Produit 2018	Produit 2019	Produit 2020	Produit 2021 estimé	Produit 2022 estimé	Produit 2023 estimé	Produit 2024 estimé	Produit 2025 estimé	Produit 2026 estimé
25 897	32 437	36 141	21 965	32 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000

Avec la crise sanitaire, notre territoire a subi **en 2020** une baisse des nuitées et donc une diminution du produit de taxe de séjour.

En 2021, une amélioration est envisagée sans pour autant espérer atteindre le niveau de 2019 avec les incertitudes actuelles.

A partir de 2022, un produit supérieur à 2019 est prévu dans la prospective en raison de la rénovation du camping de Mayenne.

- **Versement mobilités**

Mayenne Communauté va récupérer la compétence mobilités au 1^{er} juillet 2021 et va donc instituer le versement mobilités à compter de cette même date pour financer une partie du service.

Il sera dû par les entreprises du territoire de Mayenne Communauté qui emploie plus de 11 salariés et il sera calculé sur la masse salariale à laquelle s'appliquera le taux voté par le conseil communautaire.

Prévision 2021 (pour 1 semestre) : 180 000 €

Prévision de 2022 à 2026 : 360 000 €/an

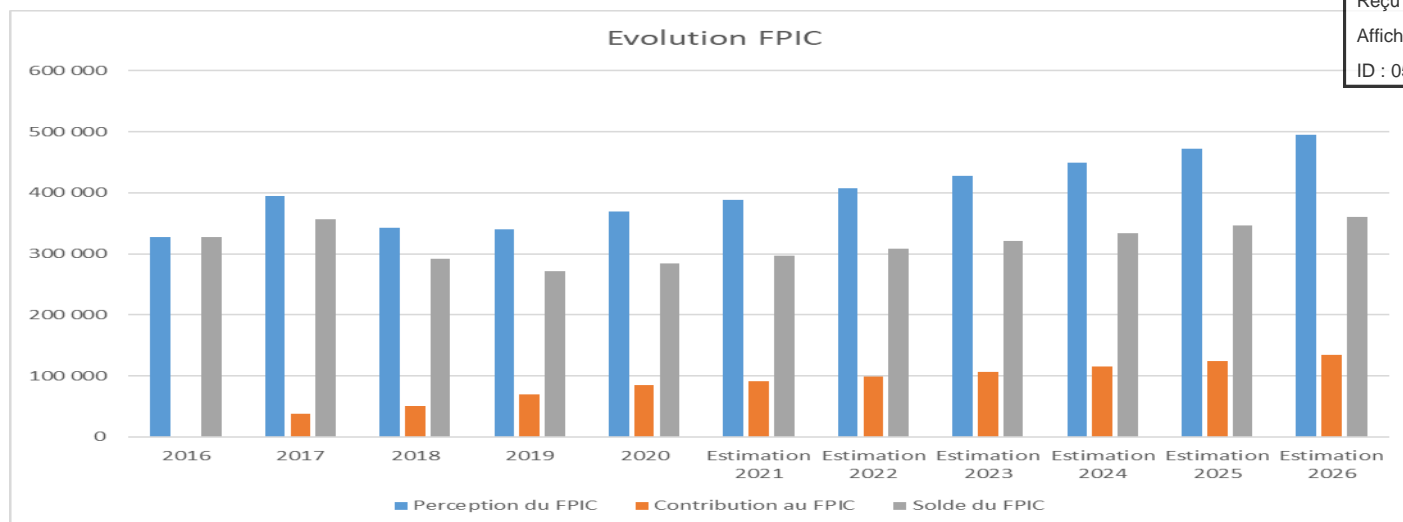
- **FPIC (Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal)**

La loi de finances pour 2018 avait stabilisé définitivement l'enveloppe totale du FPIC à 1 milliard € à compter de 2018.

La loi de finances pour 2019 a relevé le plafond du prélèvement du FPIC de 13.5% à 14% des ressources fiscales agrégées de l'ensemble intercommunal.

	Répartition de droit commun (part MC)										
						Estimation					
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Perception du FPIC	327 271	395 233	342 367	340 208	369 444	387 916	407 312	427 678	449 061	471 515	495 090
Contribution au FPIC	0	38 429	50 622	69 275	84 697	91 473	98 791	106 694	115 229	124 448	134 403
Solde du FPIC	327 271	356 804	291 745	270 933	284 747	296 443	308 521	320 984	333 832	347 067	360 687
Evolution du solde		9,02%	-18,23%	-7,13%	5,10%	4,11%	4,07%	4,04%	4,00%	3,96%	3,92%

Concernant le montant du FPIC à percevoir, prévision à la hausse de l'ordre de **5 %** par an de 2021 à 2026 selon la répartition de droit commun entre Mayenne Communauté et ses Communes membres appliquée depuis 2016.



B) Dotations et participations (chapitre 74)

B 1) Dotation d'intercommunalité (une des 2 composantes de la Dotation Globale de Fonctionnement)

L'article 250 de la loi de finances pour 2019 a réformé la dotation d'intercommunalité dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Désormais, il existe une seule enveloppe pour tous les EPCI quelle que soit leur catégorie juridique et en conséquence une seule valeur de point
- La DGF bonifiée n'existe plus alors que Mayenne Communauté faisait partie des Communautés qui en bénéficiaient
- Afin que l'évolution de la dotation d'intercommunalité ne soit pas trop importante par rapport à 2018, une garantie de montant a été fixée dans un tunnel entre 95% et 110%
- Le coefficient d'intégration fiscale (CIF) est désormais pondéré par un nouveau critère lié au revenu par habitant de l'EPCI en plus du critère potentiel fiscal.

EVOLUTION DE LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITE									
	1ère contribution au redressement des finances publiques						Fin de la poursuite de la 1ère contribution au redressement des finances publiques débutée en 2014		
						LF 2017 : contribution prévue divisée par 2 en 2017		LF 2019 : Réforme de la dotation d'intercommunalité	
	CCPM	CCHL	CCPM	CCHL	MC	MC	MC	MC	MC
	2014		2015		2016	2017	2018	2019	2020
Montant brut avant ponction de l'État	682 812	272 085	651 932	271 703	976 288	1 032 833	975 429	1 106 427	1 126 490
Contribution au redressement des finances publiques (<i>le montant chaque année correspond au cumul depuis 2014 : 1ère année de cette contribution</i>)	-116 202	-13 280	-399 842	-48 052	-733 621	-889 342	-889 342	-889 342	-889 342
Dotation d'intercommunalité perçue	566 610	258 805	252 090	223 651	242 667	143 491	86 087	217 085	237 148
	825 415		475 741		242 667	143 491	86 087	217 085	237 148

Pour Mayenne Communauté, sur la période écoulée entre 2014 et 2020, le montant total de la contribution au redressement des finances publiques s'est élevé à 4 868 365 €.

En conséquence, au lieu de percevoir pour ces 7 exercices un montant brut de 7 058 851 €, nos Communautés ont seulement perçu 2 227 634 €.

A noter que cette ponction de l'Etat au titre de la première contribution au redressement des finances publiques se poursuit chaque année à hauteur de 889 342 € comme le prévoit la prospective à partir de 2021.

ESTIMATION DE LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITE						
	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Montant brut avant ponction de l'État	1 150 105	1 176 191	1 204 886	1 236 450	1 271 171	1 309 364
Contribution au redressement des finances publiques <i>(le montant chaque année correspond au cumul depuis 2014 : 1ère année de cette contribution)</i>	-889 242	-889 242	-889 242	-889 242	-889 242	-889 242
Dotation d'intercommunalité estimée	260 863	286 949	315 644	347 208	381 929	420 122

La prospective prévoit une évolution de **10% par an** pour atteindre progressivement le montant de la dotation d'intercommunalité spontanée suite à la création de 2016.

B 2) Dotation de compensation (une des 2 composantes de la Dotation Globale de Fonctionnement)

Cette dotation correspond à l'ancienne part salaires de la Taxe Professionnelle qui aurait dû rester figée.

Cependant, l'Etat baisse le montant depuis quelques années alors que Mayenne Communauté verse aux Communes via l'attribution de compensation le montant fixé l'année avant le passage en fiscalité professionnelle unique (2001 pour la CCPM et 2011 pour la CCHL).

EVOLUTION DE LA DOTATION DE COMPENSATION											
						Estimations					
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dotation de compensation (<i>ex part salaires de la Taxe Professionnelle</i>)	2 411 443	2 344 435	2 295 479	2 242 772	2 201 767	2 160 814	2 117 598	2 075 246	2 033 741	1 993 066	1 953 205
Perte annuelle		-67 008	-48 956	-52 707	-41 005	-40 953	-43 216	-42 352	-41 505	-40 675	-39 861
Evolution		-2,78%	-2,09%	-2,30%	-1,83%	-1,86%	-2,00%	-2,00%	-2,00%	-2,00%	-2,00%

Sur la période écoulée entre 2016 et 2020, le montant total de la minoration de la dotation de compensation s'élève à 209 676 €.

Cette minoration va se poursuivre chaque année d'où une prévision dans la prospective d'une **baisse de 1.86% en 2021 puis 2% par an de 2022 à 2026.**

B 3) DC RTP

La Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DC RTP) fait partie du panier fiscal suite à la suppression de la Taxe Professionnelle en 2010 et à ce titre devait rester figée.

Cependant, la loi de finances pour 2018 avait déjà prévu que cette dotation devienne une variable d'ajustement pour le bloc communal en 2018. Ensuite, le Gouvernement avait décidé de ne pas appliquer cette disposition.

La loi de finances pour 2019 a de nouveau prévu que la DC RTP soit une variable d'ajustement en 2019 en appliquant une minoration de 20 M € au bloc communal.

L'écèlement de la DC RTP est réparti entre les collectivités du bloc communal en fonction de leurs recettes réelles de fonctionnement comme c'était le cas de la contribution au redressement des finances publiques qui minorait la dotation d'intercommunalité jusqu'en 2017.

Dans la prospective, **une stabilité est prévue en 2021 puis un écèlement de 1% chaque année à partir de 2022.**

EVOLUTION DE LA DC RTP											
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
DC RTP	847 205	847 205	847 205	838 798	834 116	834 116	825 775	817 517	809 342	801 249	793 236
Perte annuelle		0	0	-8 407	-4 682	0	-8 341	-8 258	-8 175	-8 093	-8 012
Evolution		0,00%	0,00%	-0,99%	-0,56%	0,00%	-1,00%	-1,00%	-1,00%	-1,00%	-1,00%

B 4) Allocations compensatrices versées par l'Etat

Ce poste de recettes va évoluer considérablement en raison des 2 réformes fiscales s'appliquant dès 2021.

Evolution des allocations compensatrices										
		2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Taxe Habitation		316 214	337 044	363 626						
Taxes Foncières	Réduction de 50% de la valeur locative des établissements industriels				24 141	24 213	24 286	24 358	24 432	24 505
	Autres	40	42	69	70	70	70	70	70	70
Cotisation Foncière des Entreprises	Réduction de 50% de la valeur locative des établissements industriels				1 448 432	1 452 778	1 457 136	1 461 507	1 465 892	1 470 290
	Autres	1 149	37 650	45 157	45 000	45 000	45 000	45 000	45 000	45 000
TOTAL		317 403	374 736	408 852	1 517 643	1 522 061	1 526 492	1 530 936	1 535 393	1 539 864

Avec la **suppression de la taxe d'habitation** dans le budget de MC à partir de 2021, la référence du montant des allocations compensatrices de TH perçu en 2020 va être intégrée dans le calcul de la compensation versée sous forme de TVA (cf A3 : *produit fiscal des « 3 taxes »*)

De nouvelles **allocations compensatrices de taxes foncières** devraient être perçues à partir de 2021 en raison de la réduction de 50% de la valeur locative des établissements industriels qui représentent 20% des bases totales de taxe sur le foncier bâti de MC. Pour le calcul de la compensation 2021, est appliqué, à la perte de bases, le taux de TFB de 2020 (0.63%) qui restera figé.

De nouvelles **allocations compensatrices de cotisation foncière des entreprises** devraient également être perçues à partir de 2021 compte tenu de la réduction de 50% de la valeur locative des établissements industriels qui représentent 66% des bases totales de CFE de MC.

Pour le calcul de la compensation 2021, est appliqué, à la perte de bases, le taux de CFE de 2020 (25,25%) qui restera figé.

Par ailleurs, la loi de finances pour 2018 a aussi institué une exonération de base minimum de CFE (Cotisation Foncière des Entreprises) pour les redevables réalisant annuellement un montant de chiffre d'affaires ou de recettes inférieur ou égal à 5 000 €.

La **compensation au titre de cette exonération de base minimum de CFE** est calculée en prenant en compte la perte de bases de l'année antérieure à laquelle est appliqué le taux de CFE de 2018.

Cette compensation s'est appliquée pour la première fois en 2019.

Pour 2021 et les années suivantes, cette compensation ainsi que d'autres types de compensations mineures sont globalement estimées à 45 000 €.

B 5) Subventions de fonctionnement

Ce poste de recettes intègre des subventions régulièrement perçues chaque année mais aussi des subventions spécifiques allouées pour des projets ponctuels.

Réalisé 2019 : 567 998 €

Réalisé 2020 : 606 160 €

Prévision 2021 : 691 743 €

Prévision 2022 à 2026 : 600 000 €

C) Produits d'exploitation et remboursements (chapitre 70)

C1) Remboursement par la Ville de Mayenne pour le personnel (compte 70845)

Ce compte enregistre, depuis 2018 avec la gestion unifiée du personnel, le remboursement par la Ville des charges de personnel supportées par MC pour des agents qui réalisent des missions pour la Ville soit intégralement, soit partiellement pour les agents mutualisés sur les 2 collectivités.

Réalisé 2018 : 8 312 437 €

Réalisé 2019 : 7 975 323 €

Réalisé 2020 : 8 095 954 €

Prévision 2021 : 8 714 800 € actualisée de 2% par an de 2022 à 2026.

A noter qu'en 2019 et 2020, plusieurs postes n'ont pas été pourvus pendant plusieurs mois suite à des mutations ou départs en retraite. De ce fait, les charges de personnel et donc les remboursements de la Ville à MC ont été inférieurs aux prévisions de 2019 et 2020.

C2) Remboursement par les budgets annexes des charges de personnel (compte 70841)

Les budgets annexes déchets ménagers, prestations de service, SPANC et Leader remboursent au budget général les charges de personnel que celui-ci a supportées dans un premier temps.

Réalisé 2019 : 1 340 193 €

Réalisé 2020 : 1 394 907 €

Prévision 2021 : 1 512 250 € actualisée de 2,5% par an de 2022 à 2026.

C3) Remboursement par les Communes membres de MC (compte 70875)

Ce compte retrace les participations des Communes pour les services communs ADS (autorisation du droit des sols) et animation jeunesse intégrant aussi les CESAM depuis le 1^{er} janvier 2019.

Il comprend également le remboursement par la Ville des frais de formation dans le cadre de la gestion unifiée du personnel.

Réalisé 2019 : 386 451 € (en hausse par rapport à 2018 en raison de la facturation du second semestre 2018 des participations ADS en 2019)

Réalisé 2020 : 383 548 €

Prévision 2021 : 356 579 € actualisée de 1.5% par an de 2022 à 2026.

C4) Produits d'exploitation

Ce compte a enregistré pour la première fois en 2019 les produits liés au centre aquatique sur une année entière.

Réalisé 2019 : 849 729 €

Réalisé 2020 : 634 102 € en déclin à cause de la crise sanitaire qui nous a contraint à fermer plusieurs services (centre aquatique, conservatoire, musée du château...)

Prévision 2021 : 860 692 € puis 880 000 € par an de 2022 à 2026 (majoration des recettes avec ouverture du camping réaménagé en 2021).

D) Produits domaniaux et remboursements (chapitre 75)

D1) Remboursement par des Communes (compte 7588)

Depuis 2018, ce compte enregistre le remboursement par les Communes de l'ex CCPM du contingent SDIS.
Ce compte retrace aussi la part des chèques-déjeuner prise en charge par tous les agents relevant de la gestion unifiée du personnel.

Réalisé 2019 : 887 084 €

Réalisé 2020 : 892 098 €

Prévision 2021 : 897 387 € actualisée de 1% de 2022 à 2026.

D2) Loyers (compte 752)

Réalisé 2019 : 302 405 €

Réalisé 2020 : 229 396 €, baisse à cause d'un bâtiment en projet de vente pour lequel seul un trimestre de loyers a été facturé.

Prévision 2021 : 304 400 € puis 300 000 € par an de 2022 à 2026.

D3) Excédents de fonctionnement des budgets annexes de ZA (compte 7551)

Les budgets annexes de zones d'activités retracent leurs mouvements financiers l'année N.

En cas d'excédent de fonctionnement, celui-ci est reversé au budget général en N+1.

Il convient de relativiser ces excédents puisqu'en cas de déficit de budgets annexes, c'est le budget général qui l'apure en N+1.

L'évolution de ces comptes s'avère erratique puisqu'elle est liée aux écritures des différents budgets de zones d'activités comptabilisées l'année antérieure.

Réalisé 2016 : 37 286 €

Réalisé 2017 : 0 €

Réalisé 2018 : 133 245 €

Réalisé 2019 : 0 €

Réalisé 2020 : 101 684 €

Prévision 2021 correspondant aux excédents 2020 des budgets de ZA : 831 €

Pas de prévision pour les exercices suivants.

E) Synthèse des recettes réelles de fonctionnement

Chapitre	Intitulé	Prévisions					
		2021	2022	2023	2024	2025	2026
70	Produits d'exploitation et remboursements	11 444 321	11 681 080	11 903 042	12 129 610	12 360 881	12 596 952
73	Fiscalité	13 865 226	14 178 037	14 701 027	14 907 006	15 117 046	15 331 246
74	Dotations et participations	5 574 750	5 352 383	5 334 899	5 321 227	5 311 637	5 306 427
75	Produits domaniaux et remboursements	1 202 618	1 206 361	1 215 424	1 224 579	1 233 825	1 243 163
77	Produits exceptionnels	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000
"013	Atténuations de charges	214 100	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000
	TOTAL Recettes réelles de fonctionnement	32 305 015	32 621 860	33 358 393	33 786 422	34 227 388	34 681 788
	Evolution annuelle		0,98%	2,26%	1,28%	1,31%	1,33%

II Les orientations 2021-2026 pour les dépenses de fonctionnement

A) Charges à caractère général (chapitre 011)

EVOLUTION DU CHAPITRE 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL														
CA 2019	% EVOL.	CA 2020	% EVOL.	2021	% EVOL.	2022	% EVOL.	2023	% EVOL.	2024	% EVOL.	2025	% EVOL.	2026
3 431 052	-15,50%	2 899 114	40,53%	4 074 244	1,12%	4 120 000	2,00%	4 202 400	2,00%	4 286 448	2,00%	4 372 177	2,00%	4 459 620

En 2020, ce chapitre a connu une baisse de plus de 15% par rapport à 2019 qui s'explique en grande partie par la crise sanitaire et particulièrement les 2 confinements qui ont empêché ou réduit l'activité de certains services.

En 2021, ce chapitre est évalué à 4 074 000 €, estimation largement supérieure même au réalisé de 2019.

Cette prévision repose sur un retour de l'activité à la normale en 2021.

Il faut noter une nouvelle dépense liée au transfert de la compétence mobilités au 1^{er} juillet 2021 à savoir le coût du transport urbain de Mayenne : 215 000 € pour le 2^e semestre 2021.

Ce chapitre enregistre aussi des dépenses ponctuelles telles qu'une étude sur les friches (120 000 €), une étude OPAH RU PLH (80 000 €).

Pour l'exercice 2022, une progression très modérée de 1.12% est prévue alors que le coût du transport urbain sera majoré de 215 000 € pour un semestre de plus, coût probablement compensé par de moindres études.

Pour les années 2023 à 2026, une évolution de 2 % de ce chapitre est envisagée dans la prospective.

B) Charges de personnel (chapitre 012)

EVOLUTION DU CHAPITRE 012 CHARGES DE PERSONNEL														
CA 2019	% EVOL.	CA 2020	% EVOL.	2021	% EVOL.	2022	% EVOL.	2023	% EVOL.	2024	% EVOL.	2025	% EVOL.	2026
14 602 451	1,68%	14 848 386	8,06%	16 045 470	3,00%	16 526 834	2,00%	16 857 371	2,00%	17 194 518	2,00%	17 538 409	2,00%	17 889 17

Depuis le 1^{er} janvier 2018, avec la gestion unifiée du personnel, tous les agents de la Ville ont désormais Mayenne Communauté qui supporte dans un premier temps toutes les charges de personnel.

La Ville continue ses activités et rembourse ses charges de personnel à Mayenne Communauté en fonction du temps de travail consacré à la Ville des agents mutualisés et des agents travaillant exclusivement pour le compte de la Ville.

A noter qu'**en 2019 et 2020**, les charges de personnel ne correspondent pas aux effectifs créés en raison de postes non pourvus pendant plusieurs mois suite à un important turn over (départs en retraite et mutations).

La prévision de **2021** de l'ordre de **16 045 000 €** repose davantage sur un retour à un effectif normal et la création de nouveaux postes.

Pour **2022**, une évolution de **3%** est envisagée dans la prospective afin de prendre en compte le glissement vieillesse technicité (GVT) et une enveloppe liée à la renégociation de l'accord pluriannuel dans le cadre de l'application de la durée légale du temps de travail (1 607 heures) au 1^{er} janvier 2022.

Pour les **années 2023 à 2026**, une évolution brute de **2 %** est prévue dans la prospective.

EFFECTIFS AU PREMIER JANVIER 2021 :

328 titulaires

109 non titulaires

4 apprentis

Total : 441 agents

La structure des effectifs est vieillissante et a un impact sur la Gestion des Ressources Humaines. L'année 2020 a été marquée par 13 départs à la retraite. En 2021, 8 départs à la retraite sont prévus.

Au-delà de ces départs à la retraite, il faut souligner un turn over important au sein de la ville de Mayenne et de Mayenne Communauté.

EVOLUTION DES DÉPENSES DE PERSONNEL

Résultat 2020

La réalisation du budget 2020 est bien en deçà des prévisions envisagées en fin d'année 2019. La COVID 19 a bouleversé l'organisation des services tant dans leur fonctionnement quotidien que dans le déroulement des recrutements. Il faut noter un écart de 6% entre le CA 2020 et le BP 2020.

Ainsi, **des postes créés n'ont pas été pourvus** :

- DST : Régie bâtiments : 3 chefs d'équipe.
- DG : SERE : Chargé de mission attractivité emploi.
- DASS : Chargé de mission contrat local de santé.
- DAC : Médiathèque : Animateur numérique.
- DEJS : Assistante administrative du directeur.
- DAC : Assistante administrative du directeur.
- DR : Relation avec le public : animateur maison France Service.
- DRH : Entretien des locaux non sportifs : un gardien de stade.
- DR : Coordonnateur manifestations.

Soit **361 900 €** de crédits non réalisés.

Il faut ajouter à cela des postes non pourvus immédiatement liés en partie à la mobilité interne qui remet en question les dates d'effet de prise de poste et le montant des crédits initialement affectés.

Ainsi, **des postes pourvus mais tardivement et différemment des prévisions:**

- Direction générale : Directeur général des services.
- Direction générale : Collaborateur de cabinet.
- Direction ressources : Directeur ressources et assistante du directeur.
- DAC : Chargé de coordination culturelle.
- DAC : Chargé d'enseignement art et culture.
- Régie Bâtiments : Plombier.
- Relations avec le public : Agent d'accueil.

- Gestion des déchets : Agent de collecte.
- Commande publique : Gestionnaire des marchés.

Soit **276 300 €** de crédits non réalisés.

Le budget de Mayenne communauté est aussi impacté par la gestion unifiée et le budget RH de la ville de Mayenne. Les pourcentages pris en compte pour la répartition de la masse salariale entre la ville de Mayenne et Mayenne Communauté sont les pourcentages mis à jour en 2020.

Budget prévisionnel 2021

- Le budget prévisionnel est en augmentation de 2 %.

La section dépenses est prévue à hauteur de 16 045 470 € (en 2019 le BP était de 15 735 550 €)

Dont dépenses Ville : 8 714 800 €

Pour Mayenne communauté le budget RH comporte aussi bien des dépenses que des recettes.

Ce montant du chapitre 012 ne comprend pas les frais de formation et indemnisations stagiaires écoles. Ces charges sont estimées à 117 000 € dont :

- 10 200 € frais de déplacements et missions.
- 23 300 € Indemnisation stagiaires écoles.

Soit au total (chapitre 012 + autres charges) : 16 162 470 €.

La section recettes est estimée à 9 114 400 € dont 8 887 800 € qui proviennent du remboursement de la GUP.

La proposition budgétaire est en augmentation par rapport au budget de 2020 d'environ 2 %. (de BP à BP), essentiellement liée à des éléments structurels

- réorganisation des services
- développement de compétences actuelles ou nouvelles

Il n'y a pas de réelle augmentation de charges, ni de revalorisation salariale en dehors de l'application du dernier v aux parcours professionnels, aux carrières et rémunérations).

A noter, toutefois, l'indemnité de précarité qui sera effective au 1er janvier 2021 qui n'a pas été prise en compte. Elle s'élève à 10 % du traitement brut fiscal et doit s'appliquer à la fin de tout contrat d'une durée inférieure à un an. Les contrats des agents saisonniers en sont exonérés. A défaut de pouvoir l'introduire correctement dans les calculs, il a été décidé de ne pas la retenir afin de ne pas surévaluer son impact budgétaire.

Ainsi, pour la prévision budgétaire nous avons prévu :

① Des postes non pourvus en 2020 et reconduits en 2021 (pas toujours à l'identique) :

- Régie bâtiments : 3 chefs d'équipe (sur 6 mois)
- SERE : Chargé de mission attractivité emploi / lien avec Territoire zéro chômeur
- DASS : Chargé de mission contrat local de santé.
- Médiathèque : Animateur numérique (sur 9 mois).
- DAC : Assistante administrative du directeur (6 mois).
- Entretien des locaux non sportifs : un gardien de stade.

Soit **205 900 €** pour 8 postes

② Autres recrutements faisant suite à vacance de poste déjà créés :

- Direction des services techniques : 230 700 €
 - Régie bâtiment : 2 agents d'accueil magasin.
 - Voirie : 2 postes polyvalents.
 - Espaces verts : 1 agent polyvalent et 1 agent de création.
 - Propreté urbaine : adjoint au responsable
- Direction jeunesse et sports : 103 200€
 - Ecoles : 1 agent d'entretien.
 - Maison petite enfance: 1 auxiliaire de puériculture.
 - Espace Commun jeunesse : 1 animateur coordinateur.

- Direction générale des services: 32 100 €
 - SERE: 1 agent d'accueil.

Soit **366 000 €** pour 10 postes

③Autres recrutements faisant suite à des projets de réorganisation

- Direction des services techniques : 136 000 €
 - Espaces verts : 1 agent polyvalent
 - Propreté urbaine : 1 agent de nettoyage
 - Pôle administratif services techniques : Assistante administrative (0,5 ETP).
 - Pôle espaces publics : responsable (6 mois).
 - Bureau études Bâtiments : responsable (6 mois).
 - Bureau études espaces publics : Chargé de travaux (9 mois).
- Direction jeunesse et sports: 28 400 €
 - Maison de la petite enfance : 1 Auxiliaire de puériculture (apprentie)
 - Maison petite enfance : 1 Infirmière, 6 mois, (remplacement congé formation).
- Direction générale des services : 135 400 €
 - SERE : 1 Chargé de mission petite Ville de demain (6 mois).
 - SERE : 1 Chargé de mission programme alimentaire.
 - SERE : 1 Directeur de développement économique (9 mois).
 - Direction générale : 1 Chargé de mission de projet de territoire (0,5 ETP).
- Direction des affaires sociales : 32 400 €
 - Agent surveillance de la voie publique.
- Direction aménagement de la mobilité et environnement: 104 400 €
 - DAME : 1 chargé de mission PCAET (9 mois).
 - Gestion des déchets : Ambassadeurs du tri, besoin occasionnel (1 360 H)
 - SPANC : 1 assistante administrative (0,5 ETP)(9 mois).
 - Urbanisme : 1 assistante administrative (0,5 ETP) (9 mois)
 - Mobilité logement : 1 chargé de mobilité (6 mois).

- Direction des affaires culturelles et du patrimoine : 59 600 €
 - DAC : 1 directeur DAC.
 - Médiathèque : 1 apprenti « croq les mots » (6 mois).
- Direction des ressources : 26 400 €
 - Commande publique : 1 chargé de mission archives (9 mois).

Soit **522 600 €** pour 21 postes

④ Autres informations impactantes sur le budget prévisionnel :

- 8 départs à la retraite sont attendus et seront remplacés, sans tuilage sur la base du 3ème échelon des grilles indiciaires. 8 départs auxquels s'ajoutent 2 postes devenus vacants suite à départ en disponibilité ou mutation ou détachement.
- Conformément à la reconduction de l'accord pluriannuel, le montant attendu pour les avancements d'échelon est de 62 600 €. Une provision de 30 600 € est proposée pour les avancements de grade.
Soit un budget de **93 200 €**
- Stagiaires écoles (sur 3 ou 6 mois maximum) : 7 stagiaires attendus pour les motifs et services suivants :
 - Ressources humaines (gestion du temps de travail)
 - Musée (informatisation des collections) (marché médiéval nocturne)
 - Hygiène et sécurité (document unique)
 - Médiathèque (organisation « croq les mots ») (communication des supports digitaux),
 - Ludothèque (développement animation)
 - Urbanisme (SIG)

Soit un budget de **23 300 €**

- Gestion des absences (remplacement sur congés payés ou maladie), complément des temps partiels et besoins occasionnels (surcroît d'activité):
 - Propreté urbaine : 0,58 ETP
 - Ecoles maternelles : 1,80 ETP
 - Entretien des locaux non sportifs : 0,60 ETP

- Entretien locaux sportifs : 0,5 ETP.
- Périscolaire et écoles primaires : 0,60 ETP
- Maison petite enfance : 1,5 ETP
- Centre aquatique: 3,34 ETP (saisonniers inclus)
- Déchets : 2 ETP (saisonniers inclus)

Au-delà de ces enveloppes, les crédits dédiés aux besoins spécifiques récurrents ont été reconduits à l'identique (distribution des journaux municipaux et communautaires, recensement et animations par le conservatoire, interventions des différents vacataires (médecin, diététicien).

Soit un budget de **331 500 €**

- Besoins saisonniers :

Augmentation de l'enveloppe pour le service ado's com et espace commun jeunesse. Pour les autres services (camping musée, centre aquatique, entretien des locaux, planète môme et courte échelle) : report du réalisé en 2020.

Soit un budget de **102 900 €**

- Personnel mis à disposition

Le remboursement des mises à disposition du personnel dans le cadre de convention avec d'autres collectivités (CCAS Mayenne, commune de Lassay les Châteaux, Communauté de Communes d'Ernée) a été reporté à l'identique.

Soit un budget de **79 200 €**

⑤ Mise en œuvre du troisième volet du PPCR et les élections

- Le Plan pluriannuel des carrières et des rémunérations :

Revalorisation indiciaire des agents titulaires des catégories C au 1er janvier 2021 ainsi que reclassement des assistants socio éducatifs et éducateurs de jeunes enfants.

L'application du PPCR impacte également sur la revalorisation du taux horaire et de l'indice minimum de rémunération contractuels de catégorie C.

Soit un budget de **28 100 €**

- Élections départementales et régionales avec deux tours pour chacun des scrutins.

Soit un budget de **11 800 €**

⑥ Autres dépenses non inscrites au chapitre 012 mais font partie intégrante du budget :

- Les frais de déplacement et de missions sont reconduits à l'identique malgré la situation sanitaire et la mise en place du paiement des frais de repas au réel avec un plafond et non forfaitaire

Soit un budget de **10 200 €**

- Les élus souhaitent mettre le recrutement de stagiaires écoles rémunérés. Ainsi il est prévu de proposer:

Soit un budget de **23 300 €**

- Enfin pour accompagner les agents dans le maintien à l'emploi pour des raisons de santé ou encore de reconversion professionnelle (5 bilans de compétence prévus)

Il comprend également depuis la mise en œuvre de la loi sur la transformation de la fonction publique la participation à hauteur de 50 % des frais de formation des apprentis.

Le budget formation se répartit de la façon suivante :

- Frais de formation des apprentis : 10 000 euros
- Budget général : 60 000 euros
- Budget annexe SPANC : 500 euros

- Budget annexe DECHETS : 12 000 euros
- Budget Annexe Prestation : 1 000 euros

Soit un budget de **83 500 €**
(dont 40 000 euros pour les agents de la Ville de Mayenne.)

CHANTIERS IMPORTANTS À POURSUIVRE OU À ENTAMER EN 2021

- **Il s'agira de définir les lignes directrices ressources humaines en lien avec la loi de la transformation de la fonction publique :**
 - Elaboration d'un règlement de formation
 - Poursuite du déploiement du télétravail y compris le ponctuel
 - Politique de carrière et des rémunérations (critère d'avancement de grade, organigramme cible et régime indemnitaire...)
 - Plan égalité Femme Homme
 - Plan de Continuité de service
- **Renégociation accord pluriannuel :**
 - Avantages sociaux (chèque déjeuner, participation mutuelle garantie maintien de salaire mutuelle santé ? Protection complémentaire santé ? CNAS...)
- **Diagnostic et plan d'action sur les risques psycho sociaux**
 - Mise en place d'un travail (diagnostic et plan action) sur les risques psycho sociaux. L'objectif est de préparer la suite de la Fabrik, intégrer les RPS au document unique et de travailler sur l'accompagnement au changement.
- **Révision du temps de travail**
 - A ce jour, la collectivité est sur une base de 1 561 heures (46 heures de moins que la durée légale des 35H). Dans son rapport en 2015, la chambre régionale des comptes a bien noté cette différence mais explique que l'accord étant signé avant le 31 décembre 2000, la collectivité était en droit de continuer cette application. Cette dérogation est désormais caduque, la collectivité va devoir appliquer les 1 607 H au 1^{er} janvier 2022.

C) Atténuation de produits (chapitre 014)

C1) Attribution de compensation (compte 739211)

L'attribution de compensation définitive de **2019** versée aux 33 Communes avait été fixée à 7 169 364 € suite aux conclusions de la CLECT (Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées) du 17 juin 2019.

En 2020, la CLECT n'a pas eu lieu de se réunir étant donné qu'aucune nouvelle compétence n'a été transférée à Mayenne Communauté. Ainsi, le montant de l'attribution de compensation de 2020 était identique à celui de 2019.

Pour l'exercice **2021**, il est prévu d'inscrire la même attribution de compensation que les 2 années passées soit **7 169 364 €** même si Mayenne Communauté va récupérer la compétence mobilités au 1^{er} juillet 2021. En effet, la loi prévoit un délai de 9 mois après le transfert de la compétence pour réunir la CLECT. En raison de la difficulté d'estimer le montant du versement mobilités qu'aurait dû percevoir la Ville pour une année « normale » en 2020, il est judicieux de prévoir la CLECT début d'année 2022 et d'analyser les données du versement mobilités de 2021. Par conséquent, l'attribution de compensation de 2021 ne sera pas modifiée malgré ce transfert de compétence.

En 2022, la prospective anticipe une attribution de compensation minorée d'une évaluation provisoire du transfert de la compétence mobilités pour l'exercice 2022 et la régularisation du second semestre 2021 soit **6 899 364 €**.

A ce stade, la prévision de **2023 à 2026** s'élève à **6 989 364 €** prenant en compte l'évaluation provisoire de la compétence mobilités. Il n'est pas intégré d'autres évolutions de compétences et par conséquent pas d'évolution de l'attribution de compensation.

C2) Dotation de Solidarité Communautaire (compte 739212)

Le conseil communautaire d'une communauté de communes à fiscalité professionnelle unique peut, de manière facultative, instituer et verser une DSC à ses Communes membres.

Le conseil de communauté doit alors adopter une délibération à la majorité des deux tiers de ses membres.

Il fixe librement le montant total de DSC reversé.

La DSC doit être répartie en fonction :

« 1° De l'écart de revenu par habitant de la commune par rapport au revenu moyen par habitant de la communauté concernée ;

2° De l'insuffisance du potentiel financier ou du potentiel fiscal par habitant de la commune au regard du potentiel financier ou du potentiel fiscal moyen par de la communauté concernée.

Ces deux critères sont pondérés de la part de la population communale dans la population totale de la communauté.

Ils doivent justifier au moins 35 % de la répartition du montant total de la dotation de solidarité communautaire entre les communes.

Des critères complémentaires peuvent être choisis par le conseil communautaire. »

La DSC répond à une volonté de péréquation et d'équité dans la répartition des ressources et des charges au sein des territoires intercommunaux.

Depuis la fusion au 1^{er} janvier 2016, il avait été décidé que Mayenne Communauté n'allouerait plus de DSC (Dotation de Solidarité Communautaire) à ses Communes membres.

Par contre, il avait été convenu que le FPIC (Fonds de Péréquation Intercommunale et Communale) soit partagé entre Mayenne Communauté et les Communes.

Toutefois, une DSC **exceptionnelle** d'un montant global annuel de 1 006 579 € a été allouée en 2019 et 2020 aux 33 Communes afin de renforcer la cohésion interne à Mayenne Communauté.

En ce début de mandat, le nouveau Président souhaite maintenir un niveau de solidarité à l'égard des Communes.

Dans les prochains mois, un nouveau pacte financier, fiscal et solidaire va être élaboré avec notamment des dispositions relatives à la solidarité pouvant se traduire par le versement de fonds de concours aux Communes pour des projets d'investissement et par la poursuite d'une dotation de solidarité communautaire (DSC).

A ce stade, avant l'adoption du futur pacte, la prospective prévoit chaque année une DSC plancher à hauteur de **300 000 €** sur la durée du mandat. Néanmoins en lien avec les résultats d'exercice, excédent dégagé ou investissements non réalisés, ce montant pourra être réévalué.

Une discussion pourra être engagée pour déterminer le montant d'un fonds de concours.

C3) Contribution au FPIC (compte 739223)

	Répartition de droit commun (part MC)										
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Perception du FPIC	327 271	395 233	342 367	340 208	369 444	387 916	407 312	427 678	449 061	471 515	495 090
Contribution au FPIC	0	38 429	50 622	69 275	84 697	91 473	98 791	106 694	115 229	124 448	134 403
Solde du FPIC	327 271	356 804	291 745	270 933	284 747	296 443	308 521	320 984	333 832	347 067	360 687
Evolution du solde		9,02%	-18,23%	-7,13%	5,10%	4,11%	4,07%	4,04%	4,00%	3,96%	3,92%

Depuis 2017, le territoire de Mayenne Communauté est devenu contributeur au FPIC.

Selon la répartition de droit commun, la contribution de Mayenne Communauté s'est élevée en 2017 à 38 429 € et a progressé chaque année pour atteindre 84 697 € en 2020.

Compte tenu de l'évolution des dernières années, prévision dans la prospective d'une hausse de **8% par an** de la contribution de 2021 à 2026.

C4) Reversements de fiscalité (compte 739113)

Avec l'implantation de 3 nouvelles éoliennes à Hardanges (Mont du Saule) et 5 à Saint Julien du Terroux, des produits supplémentaires d'IFER ont été perçus en 2018 par Mayenne Communauté.

En 2019, l'installation de 5 éoliennes dans le parc de l'Oasis à Hardanges a également généré un produit supplémentaire d'IFER.

Le pacte de solidarité conclu entre MC et ses Communes membres prévoit le reversement de 30% de l'IFER issue de ces éoliennes aux Communes d'implantation.

ESTIMATION IFER A REVERSER AUX COMMUNES (en N+1) (30%)						
Reversement en 2020 de l'IFER perçue en 2019	Reversement en 2021 de l'IFER perçue en 2020	Reversement en 2022 de l'IFER perçue en 2021	Reversement en 2023 de l'IFER perçue en 2022	Reversement en 2024 de l'IFER perçue en 2023	Reversement en 2025 de l'IFER perçue en 2024	Reversement en 2026 de l'IFER perçue en 2025
43 779	44 260	44 702	45 149	45 601	46 057	46 517

Le pacte de solidarité prévoit aussi l'affectation par MC de 10% de l'IFER des nouvelles éoliennes pour alimenter une enveloppe de fonds de concours destinés aux Communes ultérieurement.

ESTIMATION IFER A AFFECTER ENVELOPPE FONDS DE CONCOURS (en N+1) (10%)						
Affectation en 2020 de l'IFER perçue en 2019	Affectation en 2021 de l'IFER perçue en 2020	Affectation en 2022 de l'IFER perçue en 2021	Affectation en 2023 de l'IFER perçue en 2022	Affectation en 2024 de l'IFER perçue en 2023	Affectation en 2025 de l'IFER perçue en 2024	Affectation en 2026 de l'IFER perçue en 2025
14 593	14 753	14 901	15 050	15 200	15 352	15 506

Le pacte de solidarité prévoit aussi que cette enveloppe de fonds de concours sera également alimentée par le reversement par certaines Communes d'une partie de la fiscalité issue des implantations ou extensions réalisées dans les zones de Mayenne Communauté (*uniquement sur les déclarations d'ouverture de chantier postérieures au 1^{er} janvier 2017*).

Il s'agit de la taxe d'aménagement à hauteur de 75% ainsi que de la taxe foncière sur le bâti dans une fourchette de 20% à 80% selon la situation.

A ce stade, les mouvements financiers liés à cette fiscalité issue des zones, ne sont pas intégrés dans la prospective.
 A noter que ces reversements des Communes ont vocation à être encaissés puis reversés par Mayenne Communauté.

C5) Dégrevement de fiscalité (compte 7391178)

En juillet 2020, suite à la loi de finances rectificative N°3, le conseil communautaire a décidé d'instituer un dégrèvement exceptionnel en 2020 des 2/3 du montant de Cotisation Foncière des Entreprises au profit des entreprises des secteurs relevant du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, du sport, de la culture et de l'événementiel particulièrement impactées par la crise sanitaire.

Ce dégrèvement était pris en charge pour moitié par l'Etat et par la collectivité.

91 redevables de Mayenne Communauté ont bénéficié de ce dégrèvement, le coût pour Mayenne Communauté s'élève à **27 855 €**. Cette somme est prélevée par l'Etat en janvier sur l'exercice 2021 d'où son inscription au budget de 2021.

D) Charges de gestion courante (chapitre 65)

D1) Subventions aux associations et fonds de soutien (compte 6574)

Réalisé 2019 : 1 288 094 €

Réalisé 2020 : 1 358 664 €

Prévision 2021 : 1 445 757 €

Evolution de 0 % par an de 2022 à 2026.

Ce compte a également enregistré en 2020 le fonds d'urgence aux petites entreprises impactées par la crise sanitaire dont 245 entreprises de MC ont bénéficié, ce soutien représente un coût de 369 530 € pour MC.

Suite à la délibération du conseil communautaire du 14 janvier dernier, un second fonds d'urgence est créé avec une inscription au budget de **2021** de **400 000 €**.

D2) Contingent SDIS (compte 6553)

Depuis la fusion au 1^{er} janvier 2016, Mayenne Communauté règle le contingent SDIS de l'ex CCHL.

Réalisé 2019 : 156 467 €

Réalisé 2020 : 157 404 €

Prévision 2021 : 158 349 € puis évolution de **1 %** par an au-delà de 2021.

D3) Apurement des déficits des budgets annexes de zones d'activité (compte 6521)

Les budgets annexes de zones d'activités retracent leurs mouvements financiers l'année N.

En cas de déficit de fonctionnement, celui-ci est apuré par le budget général en N+1.

Toutefois, certains budgets de zones peuvent présenter des excédents qui sont reversés au budget général en N+1.

L'évolution de ces comptes s'avère erratique puisqu'elle est liée aux écritures des différents budgets de zones d'activités comptabilisées l'année antérieure.

Réalisé 2016 : 84 758 €

Réalisé 2017 : 23 965 €

Réalisé 2018 : 230 225 €

Réalisé 2019 : 147 678 €

Réalisé 2020 : 221 093 €

Prévision 2021 correspondant aux déficits 2020 des budgets de ZA : 200 230 €.

Pas de prévision de 2022 à 2026.

D4) Autres charges de gestion courante

Jusqu'en 2018, ces charges représentaient essentiellement les indemnités et la formation d'élus.

En 2019, s'est ajoutée la contribution au Syndicat du Bassin de l'Aron avec la compétence GEMAPI.

Depuis 2020, la contribution au Syndicat du Bassin de l'Aron est remplacée par celle versée au SYBAMA (Syndicat de Bassin de l'Aron Mayenne et Affluents).

Réalisé 2018 : 257 667 €

Réalisé 2019 : 647 060 € dont admission en non valeur des loyers de la Fonderie

Réalisé 2020 : 382 572 €

Prévision 2021 : 438 198 € puis évolution de 2 % par an de 2022 à 2026.

E) Charges exceptionnelles

Ce chapitre a notamment comptabilisé en 2020 la contribution de Mayenne Communauté au fonds de résilience de la Région à hauteur de 2 € par habitant soit 75 922 € pour soutenir des entreprises dans le cadre de la crise sanitaire.

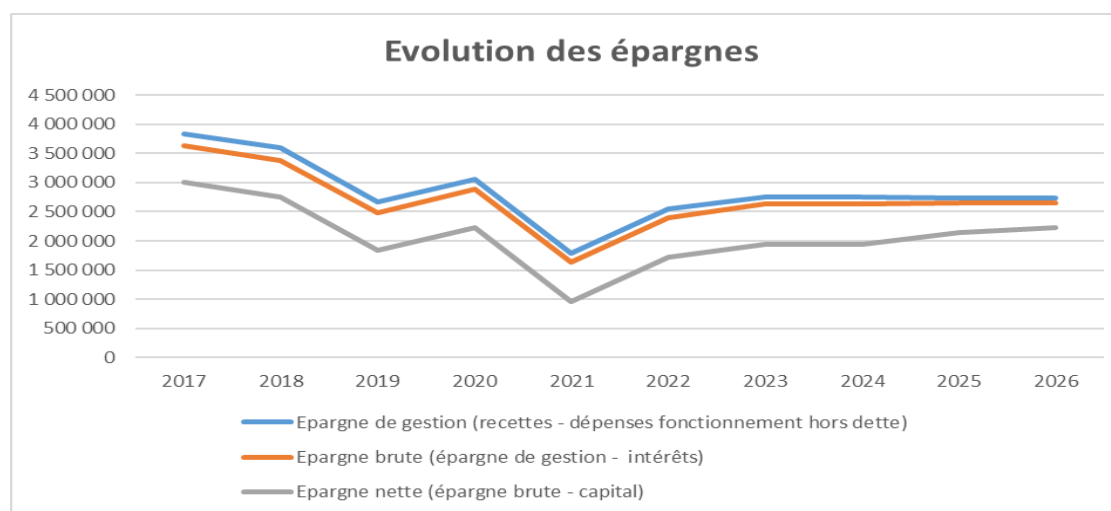
En **2021**, un second fonds de résilience est prévu également pour **75 922 €**.

F) Synthèse des dépenses réelles de fonctionnement

Chapitre	Intitulé	Prévisions					
		2021	2022	2023	2024	2025	2026
"011	Charges à caractère général	4 074 244	4 120 000	4 202 400	4 286 448	4 372 177	4 459 620
"012	Charges de personnel	16 045 470	16 526 834	16 857 371	17 194 518	17 538 409	17 889 177
"014	Atténuations de produits	7 647 705	7 357 758	7 456 257	7 465 394	7 475 221	7 485 790
65	Charges de gestion courante	2 642 534	2 052 651	2 063 190	2 073 923	2 084 855	2 095 989
66	Charges financières	159 560	139 925	122 284	104 435	86 673	75 583
67	Charges exceptionnelles	107 822	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
	TOTAL Dépenses réelles de fonctionnement	30 677 335	30 217 169	30 721 502	31 144 719	31 577 335	32 026 160
	Evolution annuelle		-1,50%	1,67%	1,38%	1,39%	1,42%

PARTIE III- LES ENSEIGNEMENTS DE LA PROSPECTIVE 2021- 2026 DE MAYEN**A) Evolution des épargnes (hypothèse de prospective sans la réalisation de nouveaux emprunts)**

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Epargne de gestion (recettes - dépenses fonctionnement hors dette)	3 840 922	3 595 287	2 676 258	3 065 663	1 787 240	2 544 616	2 759 175	2 746 139	2 736 726	2 731 211
Epargne brute (épargne de gestion - intérêts)	3 626 279	3 384 485	2 481 891	2 888 121	1 627 680	2 404 691	2 636 891	2 641 704	2 650 053	2 655 628
Epargne nette (épargne brute - capital)	3 000 381	2 747 313	1 833 112	2 227 350	954 629	1 718 839	1 937 869	1 940 081	2 151 249	2 226 053



La tendance des épargnes est la résultante des évolutions des chapitres de recettes et de dépenses de fonctionnement examinées précédemment ainsi que du niveau de remboursement de la dette existante pour déterminer l'épargne nette.

La baisse importante des 3 épargnes en **2019** (- 914 201 € pour l'épargne nette) s'explique par le versement exceptionnel de la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) aux 33 communes pour un montant de 1 006 579 €.

Toutefois, cette baisse d'épargnes en 2019 est atténuée grâce aux dépenses de personnel dont le réalisé a été inférieur de 577 530 € par rapport au prévisionnel inscrit au budget primitif en raison des postes non pourvus.

En **2020**, les 3 épargnes ont progressé grâce notamment à la baisse de l'ordre de 15% des charges à caractère général en raison de la crise sanitaire.

Selon la prospective, en **2021** on devrait assister à une baisse importante des 3 épargnes s'expliquant en grande partie par les répercussions de la crise sanitaire se traduisant par :

- Une perte de recettes fiscales (CVAE essentiellement, CFE...)
- Le soutien aux entreprises avec le second fonds d'urgence (400 000 €) et la nouvelle contribution au fonds de résilience de la Région (75 922 €)

Avec l'hypothèse d'une prospective qui ne prévoit pas la réalisation de nouveaux emprunts, en **2022** le niveau des épargnes progresse significativement même si l'impact de la crise sanitaire persistera encore avec une perte de CVAE.

A partir de 2023, on assiste à une nouvelle remontée plus modérée qu'en 2022 des épargnes (environ 2 M € pour l'épargne nette).

Ratio taux d'épargne brute (hypothèse sans nouvel emprunt)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
RATIO TAUX D'EPARGNE BRUTE (Epargne brute/Total recettes réelles de fonctionnement)	15,33%	16,30%	15,07%	10,77%	12,33%	6,94%	10,24%	10,96%	10,87%

Avec la mise en place de la gestion unifiée au 1^{er} janvier 2018, les recettes réelles de fonctionnement de MC servant à calculer ce ratio ont augmenté artificiellement.

Un retraitement s'impose donc pour enlever les remboursements de la Ville et retrouver les recettes propres à MC.

Le ratio du taux d'épargne brute qui représente la part que MC peut dégager pour financer la section d'investissement se situe aux alentours de 15% - 16% pour les exercices de **2016 à 2018**.

Sur cette période, le ratio est très correct puisqu'on estime qu'il doit être supérieur à 12%.

En **2019**, ce ratio est ramené à 10.77% du fait de la baisse de l'épargne brute de 902 594 € s'expliquant par le versement exceptionnel de la DSC aux Communes.

En **2020**, ce ratio à 12.33% s'améliore grâce à une épargne brute avantagée par la baisse de 15% du chapitre charges à caractère général.

L'estimation de ce ratio pour **2021** se situe à 6.94% en traduisant les effets de la crise sanitaire avec particulièrement une baisse des recettes fiscales.

L'estimation de ce ratio pour les années **2022 à 2024** montre une nette amélioration avec un niveau aux alentours de 10% en supposant être sorti de la crise sanitaire et économique.

B) Endettement de Mayenne Communauté (hypothèse sans nouvel emprunt)

EVOLUTION DE LA DETTE DE MAYENNE COMMUNAUTE									
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
ENDETTEMENT AU 1/01	4 617 767	10 079 352	9 451 782	8 814 610	8 165 831	7 505 060	6 832 009	6 146 157	5 447 135
NOUVEAUX EMPRUNTS	6 016 000	0 000	0 000	0 000	0 000	0 000	0 000	0 000	0 000
REMBOURSEMENT EN CAPITAL	554 415	625 898	637 172	648 779	660 771	673 051	685 852	699 022	701 623
ENDETTEMENT AU 31/12	10 079 352	9 453 454	8 814 610	8 165 831	7 505 060	6 832 009	6 146 157	5 447 135	4 745 512
EPARGNE BRUTE	3 223 801	3 626 279	3 384 485	2 481 891	2 888 121	1 627 680	2 404 691	2 636 891	2 641 704
RATIO DE DESENDETTEMENT (en années)	3,13	2,61	2,60	3,29	2,60	4,20	2,56	2,07	1,80

Au 1^{er} janvier 2021, l'encours de dette de Mayenne Communauté s'élève 7 505 060 € après avoir réalisé 6 016 000 € d'emprunts nouveaux en 2016 pour le centre aquatique notamment.

Le ratio de désendettement se situe à 2.60 années en 2020 soit à un niveau très satisfaisant grâce à la diminution de l'encours de dette

Ainsi, en 2020, il aurait fallu 2 ans et 7 mois à Mayenne Communauté pour rembourser son encours de dette si elle avait affecté l'intégralité de son épargne brute à ce remboursement.

En 2021, ce ratio augmente légèrement (4.20 années) sous l'effet de la dégradation de l'épargne brute avec les répercussions de la crise économique.

A partir de 2022, le ratio s'améliore grâce à la remontée de l'épargne brute (moindre effet de la crise économique) et avec l'hypothèse d'absence de nouveaux emprunts.

C) Profil d'extinction de la dette de Mayenne Communauté (hypothèse sans nouvel emprunt)

	CRD début d'exercice	Capital amorti	Intérêts	Échéance totale
2020	8 165 904	660 772	177 542	838 314
2021	7 505 132	673 052	159 560	832 612
2022	6 832 080	685 852	139 925	825 777
2023	6 146 228	699 022	122 284	821 305
2024	5 447 207	701 623	104 435	806 058
2025	4 745 583	498 804	86 673	585 478
2026	4 246 779	429 575	75 583	505 159
2027	3 817 204	421 919	65 041	486 961
2028	3 395 284	376 538	55 523	432 060
2029	3 018 746	289 028	48 780	337 808
2030	2 729 719	290 386	44 071	334 457
2031	2 439 332	284 711	39 857	324 568
2032	2 154 621	289 668	36 066	325 735
2033	1 864 953	294 758	30 940	325 698
2034	1 570 195	299 880	26 238	326 118

D) L'évolution de la capacité à investir et orientations 2021 – 2026 de l'investissement

Mayenne Communauté dispose d'un **résultat de fonctionnement cumulé fin 2020 de 13.48 millions** ainsi que d'un **excédent d'investissement fin 2020 de 2.82 millions**.

Comme on l'a vu précédemment, la prévision 2021-2026 des **épargnes nettes** devrait apporter un autofinancement complémentaire de **10.93 millions**.

Sans réaliser de nouvel emprunt, le tableau suivant montre que la **capacité à investir** de Mayenne Communauté pourrait être de l'ordre de **36 millions pour les 6 années à venir** dans l'hypothèse où, sur cette période, l'excédent d'investissement (2.82 M) serait utilisé en intégralité et une grande partie de l'excédent de fonctionnement (11.18 M).

Un fonds de roulement à hauteur de 2.3 M est conservé correspondant à 3.5 mois de charges de personnel propres à MC.

La conjoncture pouvant évoluer, un recours à l'emprunt pourra être envisagé.

INVESTISSEMENT	2021 à 2026	Capacité à investir
Nouveaux investissements (travaux, acquisitions, subventions d'équipement, fonds de concours)	36 000 000	
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	36 000 000	
Excédent d'investissement 2020 reporté en 2021	2 824 520	
Subventions	7 000 000	
FCTVA (16,404%)	4 064 074	
Sous-total recettes investissement	13 888 594	
Epargne nette	10 928 720	
Autofinancement (pris sur excédent de fonctionnement 2020 de 13.48 M)	11 182 686	
Emprunt		
RECETTES D'INVESTISSEMENT	36 000 000	

Cette capacité à investir de 36 M pourra être utilisée pour les projets ou actions suivantes :

Soutien investissement immobilier économique
Participation budgets annexes zone d'activités
Giratoire ZA Chevreuils
Rénovation du Patrimoine
Travaux transition énergétique
Actions logement
Fin de réhabilitation du camping de Mayenne
Pôle Culturel de Lassay
Equipement jeunesse / boîte noire
Hôtel de ville et de communauté
Déviation Mayenne Moulay
Pôle échange multimodal
Fonds de concours aux communes
Parc des expositions

Conclusion du Vice-Président

Ce ROB 2021 est caractérisé par :

- Le contexte de crise sanitaire qui impacte les recettes fiscales et nous oblige pour Mayenne Communauté à être acteur dans la relance avec des urgences et dans un calendrier très contraint
- Des ambitions et des stratégies porteuses affichées qui se traduisent dans le plan prévisionnel des investissements
- Une situation financière de début de mandat qui permet une sérénité certaine pour relever les défis. Les moyens sont présents au service d'un projet qui va être précisé cette année
- Les bémols ou des ombres au tableau : Nécessité d'adéquation quant aux ressources humaines et les programmes à conduire + des points de vigilance notamment pour conserver un niveau annuel des épargnes satisfaisant
= Élément incontournable pour garantir nos capacités en matière d'investissements et de solidarité à court et moyen terme.

PARTIE IV – Les budgets annexes 2021

Mayenne Communauté dispose d'un budget principal et de 15 budgets annexes dont 11 de zones d'activités.

A/ Le budget annexe des déchets ménagers

Ce budget 2021 bénéficie de reprises d'excédent de fonctionnement et d'investissement antérieurs favorables avec un excédent de fonctionnement à 1 231 182 € en progression de 36 100 € par rapport à celui qui a été repris au budget précédent et un excédent d'investissement excédentaire de 222 348 €.

La section de fonctionnement 2021 présente un équilibre à **4 757 183 €** en progression faible de 0,7 % par rapport au budget 2020 (+ 32 621 €). C'est essentiellement le niveau de l'excédent 2020 qui explique cette progression car nos recettes réelles de fonctionnement demeurent atones voire sont en diminution à l'exception du produit de la redevance.

Les recettes du budget sont constituées du produit de la redevance (particuliers, entreprises, collectivités) à hauteur de 2 633 400 € (77% des recettes réelles de fonctionnement), des soutiens issus des éco-organismes (en charge des filières de responsabilité élargie au producteur) ainsi que des recettes provenant de la reprise des matériaux pour 695 500 € (20% des recettes réelles de fonctionnement).

Le produit de la redevance incitative est attendu en progression de 0,6 % par rapport au réalisé 2020 par l'effet sur les volumes puisque nos tarifs demeurent stables entre 2020 et 2021.

La recette tirée des rachats de matériaux (organismes de traitement des déchets recyclables) présente au budget 2021 une diminution de 8% en raison de la baisse des coûts de rachats (papiers, plastiques ...).

En matière de dépenses de fonctionnement, le budget 2021 est impacté par deux mesures de la loi de finances 2019 avec en premier lieu l'augmentation de la TGAP (Taxe Générale sur les Activités Polluantes) et en second lieu la réduction de 10% à 5,5% du taux de TVA applicable aux prestations liées à la réduction et au recyclage des déchets ménagers.

La première mesure vient augmenter nos dépenses, la seconde a pour effet d'atténuer cette augmentation.

Les dépenses réelles 2021 s'élèvent à 3 632 064 €, en progression de 14% par rapport au budget 2020 (+ 444 828 €). Cette progression a deux origines : la dépense liée aux contrats de traitement des déchets et la dépense de personnel.

Avec 1 924 600 €, les dépenses de traitement des déchets pèsent pour 78% des dépenses du chapitre des charges à caractère général. En matière de collecte sélective, nous prévoyons une augmentation de la dépense en prévision du passage à l'extension des consignes de tri des emballages recyclables (fin du 1^{er} semestre 2021) ce qui engendre une augmentation des tonnages collectés à traiter. A noter également l'augmentation du coût du traitement à la tonne (de 132 € HT/tonne à 153 € HT/tonne). En matière d'ordures ménagères résiduelles, le coût de traitement facturé par le Conseil Départemental est augmenté du fait de l'application de la hausse de la TGAP de 73,95 €/tonne à 81,40 €/tonne.

Notre prévision budgétaire pour cette dépense de traitement des ordures ménagères se situe à 450 000 € (contre

Notre prospective montre que la progression de nos dépenses d'exploitation va s'accroître à partir de 2021 avec la hausse progressive de la TGAP (sous l'effet de la Loi de Finances 2019) prévue jusqu'en 2025 comme suit :

Hausse progressive de la TGAP de 2021 à 2025

	Estimation tonnage annuel	Tarif TGAP actuel en 2020	2021	2022	2023	2024	2025 et après
Enfouissement des encombrants	2 000 T	18 € HT + TVA à 10% soit 19,80 € TTC	33,00	44,00	56,10	63,80	71,50
OMR incinérées & valorisées énergétiquement à Pontmain	4 700 T	3 € HT + TVA à 10% soit 3,30 € TTC	8,80	12,10	13,20	15,40	16,50

La prospective montre un effet ciseau au sein de notre section d'exploitation avec l'évolution à la baisse de nos recettes (diminution des prix de rachats des matériaux) et à la hausse de nos dépenses (hausse de la TGAP). Les enseignements de cette prospective nous incitent à agir sur deux pistes de travail :

✓ Sur les dépenses (du fait de la hausse de la TGAP+ augmentation du coût des dépenses de traitement), le service envisage de limiter les coûts d'exploitation en mettant en place de nouvelles filières de déchets en déchetterie afin de réduire les encombrants ainsi qu'en prospectant de nouveaux modes de traitements. Pour ce faire, le service envisage l'acquisition d'un broyeur multi flux (encombrants, déchets verts, cartons et bois) installé à proximité de la déchetterie de Parigné. Cette dépense est inscrite à la section d'investissement 2021. Nos projections fixent l'économie attendue à 132 000 € en frais de personnel et de transport notamment.

✓ Sur les recettes (du fait de la diminution du coût de rachat des matériaux), le service envisage une refonte de la grille tarifaire.

L'équilibre de la section de fonctionnement 2021 permet un virement à la section d'investissement de 685 600 €. Il constitue l'autofinancement 2021 du budget.

Après intégration du résultat d'investissement 2020 excédentaire de 222 349 €, du virement de la section de fonctionnement (685 SLO) amortissements 2021 (439 515 €), du FCTVA pour 100 000 €, des reports 2020 (subventions engagées en 2020) de 797 154 €, des subventions nouvelles liées au programme d'investissement 2021 de 15 000 €, la section d'investissement présente un équilibre à **2 259 600 €**. Ce montant total des recettes d'investissement 2021, va permettre de financer les dépenses qui sont principalement constituées :

- des reports de crédits 2020 pour 436 339 €,
- des opérations d'ordre pour 119 101€,
- du remboursement en capital de la dette pour 3 700 € et, il va permettre de déterminer une capacité à investir du service déchets pour cet exercice 2021 de 1 700 000 €.

Ainsi, le programme 2021 des dépenses nouvelles d'équipement du budget comprend notamment l'acquisition d'un broyeur avec construction d'un bâtiment pour 656 400 €, la maîtrise d'œuvre externe et les travaux pour la mise aux normes de la déchetterie de Martigné pour 300 000 €, des acquisitions de containers semi enterrés pour les ordures ménagères résiduelles et les emballages recyclables avec les travaux d'installation liés pour 80 000 €, un camion de collecte de bacs individuels pour 200 000 €, un chargeur pour 110 000 €. En complément, un crédit de 272 000 € sera affecté sur ce budget 2021 au financement prévisionnel de la nouvelle déchetterie d'Aron.

B/ Le budget annexe prestations de services

Pour rappel : la prospective menée à l'automne 2018 a montré que l'équilibre du budget 2019 ne pouvait être atteint qu'en agissant sur les recettes de fonctionnement par une hausse des tarifs et de facto par une augmentation du montant des prestations figurant dans les conventions avec les 13 communes adhérentes. Ainsi par délibération 33 du 13/12/18, le Conseil communautaire a adopté une nouvelle grille de tarifs applicable au 1^{er} janvier 2019 avec une évolution différenciée des tarifs afin de se rapprocher du coût de revient. Puis, par délibération 21 du 17/01/19, le Conseil a validé les revalorisations de 13% du volume des prestations assurées. Cette double action (tarifs et volume des prestations) a permis d'obtenir le résultat escompté sur le budget 2019 lequel affiche un résultat de fonctionnement excédentaire de 56 351 €.

Au titre de l'exercice 2020, les résultats cumulés affichent un excédent de fonctionnement de 121 460,77 € et d'investissement de 359 811,92 €.

Au 31/12/2020, les conventions avec les 12 communes membres adhérentes au service prestations ont pris fin. Par délibération du 10 décembre 2020, le Conseil a adopté des nouvelles conventions avec 13 communes : Alexain, Aron, Belgeard, Commer, Contest, Jublains, La Bazoge Montpinçon, La Haie Traversaine, Mayenne, Moulay, Parigné sur Braye, Saint Fraimbault de Prières et Saint Germain d'Anxure, à effet du 1^{er} janvier 2021 pour une durée de 6 ans (fin au 31/12/2026).

Le budget de fonctionnement 2021 s'équilibre à **635 700 €**. Il sera financé par les prestations facturées aux 13 communes membres pour un total de 514 175 €.

En matière de recettes, trois éléments marquants sont à prendre en compte au titre de 2021 :

1. il n'a pas été décidé d'agir ni sur les prix ni sur les volumes,
2. le service enregistre l'engagement d'une nouvelle commune : La Bazoge Montpinçon,
3. une nouvelle prestation liée à la signalisation horizontale est proposée dans le cadre des nouvelles conventions.

Les recettes issues de la facturation aux 13 communes s'élèvent à 514 175 € (contre 507 361 € réalisé en 2020).

Les différents chapitres de dépenses de fonctionnement 2021 sont tous présentés en baisse par rapport au budget 2020 avec un total de baisse de 22 316 € par rapport au budget voté en 2020.

La baisse la plus significative porte sur les dépenses d'amortissement qui passent de 43 058 € à 30 668 €, conséquence de la diminution de nos dépenses d'équipement depuis 2018.

Les 4 gros postes de dépenses sont constitués : des fournitures de voirie pour 40 000 €, des réparations des véhicules pour 30 000 €, des frais de mission des 6 agents pour 15 000 € et des dépenses de carburants pour 35 000 €. Ces 4 postes représentent 81% des dépenses du chapitre des charges à caractère général.

La section d'investissement de ce budget bénéficie d'un report excédentaire de l'exercice précédent particulièrement favorable à + 359 812 € qui, ajouté aux amortissements de 30 668 €, nous permet, après remboursement du capital de la dette pour 10 000 € de prétendre à une capacité d'investissement au titre de l'exercice de 564 000 €. A ce stade de l'élaboration budgétaire, les acquisitions, d'un tracteur 130 000 € TTC, d'une balayeuse sur tracteur pour 7 500 €, d'un broyeur d'accotement pour 7 000 €, d'un camion benne de 60 000 € ainsi que de matériels comme une débrousailluse thermique, sont envisagées.

C/ Le budget annexe LEADER

Mayenne Communauté suite à la disparition du Pays de Haute Mayenne a décidé d'assurer le portage de la gestion des fonds européens Leader pour le territoire de 3 Communautés de Communes en plus d'elle-même à savoir la Communauté de Communes d'Ernée, la Communauté de Communes du Mont des Avaloirs et la Communauté de Communes du Bocage Mayennais. Elle gère les dépenses et les recettes de ce service au moyen d'un budget annexe présentant uniquement une section de fonctionnement.

Après avoir constaté un résultat excédentaire en 2019 de 23 746 €, le résultat de l'exercice 2020 est excédentaire de 1 214 €. Ce chiffre sera repris en recettes au budget 2021.

La section de fonctionnement s'élève pour 2021 à **289 459 €** dont 121 590 € consacrés aux dépenses de personnel (calculées sur la base de 2,4 ETP + un apprenti sur le programme alimentaire territorial) et 167 575 € au titre des charges à caractère général.

Ce chapitre des charges à caractère général comprend les dépenses liées aux actions arrêtées par le Groupe d'Actions Locales (animant le budget LEADER sur le territoire) avec pour 2021 les actions suivantes : France mobilité ; réemploi ; pro et Rénovation des bâtiments.

Les dépenses de ces 4 actions concernent des études et/ou des prestations d'organismes extérieurs pour un total inscrit en 2021 de 160 875 €.

Les recettes relèvent des participations des 4 EPCI adhérents (65 255 €), du budget communautaire via le programme LEADER (100 290 €), d'une subvention de l'Adème attendue pour les projets alimentation et mobilité (total de 77 700 €), d'une subvention de la Région pour l'action réemploi (12 000 €), d'une subvention du Département pour l'action France Mobilité (5 200 €), et d'une subvention de l'Etat pour l'action alimentation (17 500 €).

D/ Le budget annexe du SPANC

Par délibération du 5 décembre 2019, il a été décidé d'agir sur les recettes issues de la facturation face aux déficits des résultats bruts d'exploitation constatés depuis 2016 mis à mal notamment par la fin des aides de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne pour les contrôles du neuf (examen préalable de la conception et le nombre de bonne exécution).

Une augmentation des tarifs unitaires principaux de 10 € a donc été décidée à effet du 1^{er} janvier 2020.

Cette action a permis de dégager un résultat brut d'exploitation excédentaire de 14 556 € à la fin de l'exercice 2020.

Le budget de fonctionnement 2021 s'équilibre à 130 100 €. Il enregistre une progression 42 556 € sous l'effet du dynamisme des recettes 2021 avec :

- une reprise d'excédent 2020 favorable de 14 556 €,
- des subventions attendues de l'Agence de l'Eau de 32 858 € (contre 10 200 € inscrit au budget 2020) pour l'animation des aides à la réhabilitation,
- des redevances d'assainissement en progression de 7 100 € par rapport au budget 2020. Cette progression est liée à la révision à la hausse des tarifs 2021 décidée par délibération du 10 décembre dernier : +10 € unitaire sur les principaux tarifs.

En dépenses, sont budgétées des charges à caractère général pour 6 450 €, ajusté au réalisé du budget précédent. Les charges de personnel sont budgétées à hauteur de 79 720 €. Elles comprennent les charges des 2 agents du service complété d'un agent à mi-temps sur 9 mois ainsi que le remboursement du SIAEPAC de Fontaine Rouillée pour l'intervention de son personnel sur le territoire de l'ex CCHL dans le cadre des contrôles de bonne exécution et les visites en cas de vente (convention prolongée d'une année par délibération du 10/12/20).

L'équilibre de la section permet de fixer le virement à la section d'investissement au titre de l'autofinancement de la section à 41 636 €.

Les recettes d'investissement sont constituées du virement de la section de fonctionnement pour 41 636 €, des amortissements p
ainsi que des aides à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif reçues de l'Agence de l'Eau destinées aux propriétaires
dans le cadre de la convention de mandat (24 000 € au titre de 2021 et 23 745 € au titre des restes à réaliser 2020).

Envoyé en préfecture le 05/02/2021
Reçu en préfecture le 05/02/2021
Affiché le 05/02/2021
ID: 053-200055887-20210204-CC040221DELIB01-DE

La capacité d'investissement 2021 du budget SPANC ressort à 20 533 € après intégration des opérations d'ordre (580 €) et des versements aux particuliers des aides à la réhabilitation dans le cadre de l'opération de mandat avec l'Agence de l'Eau. Elle sera affectée notamment à l'acquisition d'un logiciel permettant le suivi des installations et la facturation des visites pour 12 000 € et, à du matériel informatique pour 1 300 €. Au total, la section d'investissement 2021 s'équilibre à 119 000 €.

E/ Les budgets annexes des zones d'activités

Les budgets des 11 zones d'activités sont construits à partir des résultats 2020 mentionnés ci-après sachant que les sections d'investissement des lotissements existent uniquement pour le constat des stocks. Les déficits ou excédents constatés sont soit comblés (en cas de déficit) soit reversés (en cas d'excédent) par le budget principal en n+1.

BA des ZA	Investissement 2020				Fonctionnement 2020			
	Résultat cumulé fin 2019	Dépenses	Recettes	Résultat	Résultat cumulé fin 2019	Dépenses	Recettes	Résultat
HARAS	1 493,45	28 248,22	26 643,77	-111,00	101 683,70	128 438,47	26 754,77	0,00
COULONGES	-437,00	719 321,15	719 329,15	-429,00	0,00	719 321,15	719 321,15	0,00
BERRY	-1 360,00	221 888,75	212 996,43	-10 252,32	0,00	221 888,75	221 888,75	0,00
POIRSAC 3	-388,52	371 794,04	372 160,05	-22,51	-0,87	371 794,04	371 794,91	0,00
MONTRIEUX	-200,00	221 066,15	221 053,15	-213,00	0,46	221 066,61	221 066,15	0,00
LA LANDE	339 135,72	339 135,72	341 317,63	341 317,63	-221 091,71	349 097,22	369 963,71	-200 225,22
ORGERIE	-100,40	259 335,75	259 334,15	-102,00	0,00	259 335,75	259 335,75	0,00
ZA LES CHEVREUILS	-82 830,76	762 063,89	654 825,65	-190 069,00	0,00	762 063,89	762 063,89	0,00
LASSAY	-1 585,56	157 759,50	214 291,53	54 946,47	0,26	214 381,23	215 211,50	830,53
LE HORPS	-30,00	66 980,00	66 979,00	-31,00	0,00	66 980,00	66 980,00	0,00
LA CHAPELLE AU RIBOUL	-42 715,00	42 792,00	85 430,00	-77,00	0,00	42 792,00	42 792,00	0,00
TOTAL	210 981,93	3 190 385,17	3 174 360,51	194 957,27	-119 408,16	3 357 159,11	3 277 172,58	-199 394,69

Au titre de 2021, des travaux de branchement sont programmés zones des Haras, de Poirsac III, et de l'Orgerie.

Des travaux de voirie de seconde phase sont prévus pour 200 000 € à la Lande (la dernière parcelle de cette zone a été vendue en 2020) et également zone du Berry pour 210 000 €.

Le budget annexe 2021 de la nouvelle zone des Chevreuils intégrera les travaux de terrassement, de voirie et de réseaux ainsi que des compensations agricoles pour un montant total de 3 474 000 €. A noter que les travaux font l'objet d'une demande de financement auprès de l'Etat par le biais de la DSIL 2021 pour 1,3M € et auprès de la Région par le biais du CTR pour 628 000 € (notifiée courant novembre 2020).

Si l'exercice 2020, n'a constaté que deux ventes sur la totalité des budgets de zones, l'exercice 2021 montre une reprise en matière de cession de parcelles. En effet, huit ventes au total sont budgétées zones de Coulonges, de l'Orgerie.